

CONGO

LES DÉPÊCHES  
DE BRAZZAVILLE

200 FCFA

www.adiac-congo.com

N° 2302 - JEUDI 7 MAI 2015

## Crise centrafricaine

Denis Sassou N'Guesso  
dégage les priorités  
du Forum de Bangui

En sa qualité de médiateur international dans la crise centrafricaine, le chef de l'État congolais, Denis Sassou N'Guesso, a pris part, le 4 mai dernier, à la cérémonie d'ouverture du forum de Bangui, qui achèvera ses travaux dans quelques jours. Dans le discours qu'il a prononcé devant les délégués venus des quatre coins de la Centrafrique, il a invité les acteurs en présence à prendre



Denis Sassou N'Guesso à bangui, le 4 mai

fait et cause pour la renaissance de leur pays. Pour l'essentiel, a indiqué le président de la République du Congo, « *Les populations attendent du forum et de l'ensemble des décideurs, l'application effective des accords de cessez-le-feu de Brazzaville ; la refondation des forces de défense et de sécurité ; le lancement du processus de désarmement, de démobilisation et de réinsertion des ex-combattants ainsi que des résolutions et des mesures fortes devant aider à la refondation de la Nation centrafricaine* ». Il a aussi souligné qu'au bout de ce processus sur lequel la RCA fonde tous les espoirs, il y a l'organisation des élections générales censées mettre fin à la période de transition en cours depuis plus d'une année.

[Lire le discours intégral en page 9](#)

## Santé publique

Le Congo se dote d'un  
Centre de prise en charge  
des drépanocytaires

La façade du centre de drépanocytose

L'épouse du chef de l'État, Antoinette Sassou N'Guesso, a inauguré hier, en présence de ses homologues du Bénin, de la Guinée Conakry, du Mali, du Niger et du Sénégal, le Centre national de référence de la drépanocytose construit par sa Fondation en partenariat avec le gouvernement pour un coût d'environ 7 milliards FCFA. Premier du genre en République du Congo où un enfant sur quatre est homozygote, cette infrastructure, à vocation sous régionale, est installée dans l'enceinte du Centre hospitalier et universitaire de Brazzaville. Ses missions étant d'assurer la coordination des activités de dépistage, de prise en charge des drépanocytaires mais aussi de former des spécialistes en hématologie. [Page 4](#)

## AFRIQUE CENTRALE

## La Cémac plaide pour une intégration totale le plus vite possible

Réunis du 5 au 6 mai à Libreville, au Gabon, à l'occasion de la 12ème session, les chefs d'État membres de la Communauté économique et monétaire d'Afrique centrale (Cémac) ont exprimé le vœu de voir se concrétiser l'intégration, à travers une libre circulation des personnes et des biens. « Il

*n'y a pas d'alternance crédible à l'intégration. Elle est une nécessité historique, une réponse au morcellement hérité, une condition du développement du développement dans un contexte mondial où seuls les grands ensembles pèsent* », a indiqué le président de la commis-

sion de la Cémac, Pierre Moussa. En vue de réussir ce pari, le président en exercice de l'organisation, le Gabonais Ali Bongo Ondimba, a appelé ses pairs à diversifier leurs économies pour relever les défis économiques qui s'imposent à l'heure où le pétrole connaît une récession. [Page 7](#)

## CHUTE DU PRIX DU PÉTROLE

La Banque mondiale invite  
à revaloriser de nouvelles  
ressources naturelles

Conformément à sa nouvelle stratégie d'appui à la République du Congo, la Banque mondiale (BM) a invité les autorités congolaises à se tourner vers d'autres ressources naturelles pour faire face à la conjoncture économique marquée par la récession du baril du pétrole. Le nouveau représentant de cette institution financière au Congo, Djibrilla Issa, a précisé, au cours d'un entretien avec le ministre du Développement industriel et de la promotion du secteur privé, Isidore Mvouba, la disponibilité pour la BM d'accompagner le gouvernement congolais dans ses efforts, conformément au plan national de développement. [Page 4](#)

## POINTE-NOIRE

Vingt-sept karatékas présélectionnés  
pour les Jeux africains de Brazzaville

En attendant le regroupement national des karatékas congolais devant représenter le pays aux 11<sup>e</sup> Jeux africains prévus du 4 au 9 septembre à Brazzaville, Pointe-Noire vient de rendre publique la liste des présélectionnés dans cette discipline. Au nombre de 27, ces samourais dont trois femmes et

vingt-quatre hommes ont amorcé leur préparation technique sous la conduite du deuxième entraîneur national, Richard Koumou Awandza. « *Nous travaillons avec les moyens de bord. Le manque de moyens financiers fait que les présélectionnés qui habitent des quartiers reculés ont du mal*

*à se présenter tous les jours au lieu de l'entraînement* », s'est plaint l'entraîneur. [Page 15](#)

ÉDITORIAL

Question

Page 2



## ÉDITORIAL

## Question

Parmi les questions qui fâchent, il en est une que la société civile devrait poser sans la moindre hésitation à celles et ceux qui prétendent l'incarner sur le plan politique. Cette question, la voici résumée de façon abrupte : vous qui prétendez nous représenter, nous citoyens, sur quelle base repose votre légitimité ? Une interrogation de bon sens que l'on peut décliner de mille et une façons, mais qui repose sur le fait que si l'on parle, il convient d'apporter la preuve qu'on est bien l'émanation du peuple d'une manière ou d'une autre.

L'un des problèmes qui se pose à notre jeune démocratie, nous ne cessons de l'écrire ici même, est celui de l'émiettement des partis et associations qui prolifèrent sur la scène politique au point de rendre inaudibles les discours concernant la gouvernance publique. Construites autour d'un homme ou d'une femme qui n'ont aucune légitimité puisqu'ils n'ont pas été adoubés par le suffrage populaire, la quasi-totalité des organisations qui occupent, aujourd'hui chez nous, le terrain médiatique et prétendent donner des leçons aux autorités de la République n'ont pas de base réelle. Comme le démontre chaque jour l'opposition dite « radicale », moins elles sont représentatives plus elles parlent fort pour tenter d'exister sur la scène politique avec, comme conséquence évidente, des discours qui sont inaudibles, incompréhensibles pour le plus grand nombre.

Ce qui distingue les vieilles démocraties des jeunes démocraties tient précisément au fait que la vie politique des premières se trouve organisée autour de deux ou trois grandes formations solidement structurées, alors que la vie politique des secondes se dissout dans un magma partisan où les citoyens se perdent. Et c'est pourquoi, au moment précis où la classe politique congolaise s'interroge sur l'avenir de nos institutions, l'une des réformes sur laquelle devrait se focaliser l'attention est bien celle du statut des partis politiques.

Comment faire en sorte que les dizaines de groupuscules qui s'agitent sur la scène se fédèrent enfin dans des ensembles représentatifs ? La question étant posée, voyons si une réponse crédible lui sera apportée dans un délai raisonnable à la faveur du changement de Constitution qui se profile à l'horizon.

*Les Dépêches de Brazzaville*

## DÉBAT SUR LA CONSTITUTION

## La Caresco sollicite des journalistes le recadrage du discours politique

**Une délégation de la Coordination des associations et réseaux de la société civile congolaise (Caresco), conduite par son président Yves Bernard Mahoungou Massila a eu le 6 mai à Brazzaville, une séance de travail avec le Conseil supérieur de la liberté de communication (Cslc), organe de régulation des médias.**



Yves Bernard Mahoungou Massila

Les entretiens entre les deux parties ont porté sur la nécessité pour les journalistes de recadrer les discours politiques en cette période préélectorale dominée par le débat sur le changement ou non de la Constitution du 20 janvier 2002. Selon le président de la Caresco, il était question de décliner au Cslc les conclusions de la dernière assemblée générale de cette plate-forme associative en ce qui concerne le volet de la communication.

Au cours de ces dernières assises, la Caresco avait arrêté quelques recommandations relatives au climat politique qui

prévaut actuellement au Congo et dont les médias ont un grand rôle à jouer dans le maintien de l'équilibre social, a expliqué Yves Bernard Mahoungou Massila.

« Nous avons constaté que depuis un certain temps, des propositions ne sont pas de nature à maintenir l'équilibre social.

Nous avons pensé qu'il faudrait organiser des réunions plus élargies avec le ministère de la communication, le ministère de l'intérieur, les partis politiques et les organes de presse, afin de déterminer une ligne de conduite commune dans la production et l'exploitation du discours politique », a déclaré le président de la Caresco.

A la question de savoir si ce recadrage du discours politique ne constituerait pas une forme de censure que le Cslc exercerait sur les médias, le président de la Caresco a indiqué qu'il ne s'agit nullement de la censure. « Nous voulons tout simplement contribuer au maintien de l'équilibre social au Congo pendant cette période où l'activité politique est très intense, afin d'éviter des propos qui peuvent troubler la paix sociale. Nous savons que le Cslc fait ce travail quotidiennement. Nous sommes venus lui rappeler de redoubler davantage d'efforts dans ce sens », a-t-il expliqué.

De son côté, le président du Cslc, Philippe Mvouo a salué l'initiative de la Caresco ; car,

a-t-il dit, le discours politique polarise actuellement l'actualité nationale. « Tous les états-majors politiques sont très actifs sur le débat relatif au changement ou non de la Constitution du 20 janvier 2002. Vous suivez comme moi les discours politiques ici et là. La Caresco qui demeure vigilante au maintien de l'équilibre social a bien voulu aujourd'hui rappeler au Cslc les conclusions de sa dernière assemblée générale, notamment sur le point lié au traitement du discours politique par les professionnels de l'information et de la communication », a-t-il indiqué.

La Caresco, a-t-il poursuivi, est venue nous interpeller qu'il est temps de rappeler davantage à la presse ses principales missions sociales en insistant sur la responsabilité du journaliste et l'observation des règles éthiques et déontologiques du métier par celui-ci. « Les discours politiques portent les germes de la violence et de la haine. Il n'est pas tolérable que les journalistes reprennent ses textes sans faire l'effort de les traiter ; parce qu'au finish, ce sont les révoltes et les troubles que l'on prépare entre les citoyens congolais », a-t-il martelé.

Le président du Cslc a indiqué, par ailleurs, que les membres de son institution ont bien accueilli ce message qui s'inscrit dans le cadre de la pédagogie quotidienne du Cslc à l'égard des professionnels des médias, dans le but, a-t-il rappelé, de maintenir la paix sociale et de lutter contre la violence.

**Roger Ngombé**

## LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)  
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

## DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse  
Secrétariat : Raïssa Angombo

## RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama  
Assistante : Leslie Kanga  
Photothèque : Sandra Ignamout  
Secrétaire des rédactions : Jocelyn Francis Wabout  
Secrétaire des rédactions adjoint :  
Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodialo,  
Clotilde Ibara, Norbert Biembédi

## RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédacteurs en chef : Guy-Gervais Kitina,  
Thierry Nougou  
Service Société : Parfait Wilfried Douniama  
(chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko  
Service Politique : Roger Ngombé (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Josiane Mambou Loukoula  
Service Économie : Nancy France Loutoumba (chef de service) ; Lopelle Mboussa

Gassia, Firmin Oyé

Service International : Nestor N'Gampoula  
(chef de service), Yvette Reine Nzaba, Tiras Andang

Service Culture et arts : Bruno Okokana  
(chef de service),  
Hermione Désirée Ngoma, Rosalie Bindika

Service Sport : James Golden Eloué  
(chef de service), Rominique Nerplat Makaya

Service Enquête : Quentin Loubou  
(chef de service), Rock Ngassakys

Chronique littéraire : Meryll Mezath  
(chef de service), Luce Jennyfer Mianzoukouta, Durly Emilia Gankama

## RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Rédacteur en chef : Faustin Akono  
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki,  
Prosper Mabozou, Séverin Ibara  
Commercial : Méline Eta  
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo  
Pointe-Noire). Tél. (+242) 06 963 31 34

## RÉDACTION DE KINSHASA

Directeur de l'Agence : Ange Pongault  
Chef d'Agence : Nana Londole  
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali  
Coordonateur : Alain Diasso  
Économie : Laurent Essolomwa, Gypsie Oïssa

Société : Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi

Sports : Martin Enyimo

Relations publiques : Adrienne Londole

Service commercial : Marcel Myande, Stella Bope

Comptabilité et administration : Lukombo

Caisse : Blandine Kapinga

Distribution et vente : Jean Lesly Goga

Bureau de Kinshasa : Colonel Ebeya  
n° 1430, commune de la Gombe / Kinshasa  
- RDC - Tél. (+243) 015 166 200

Rédaction de Dolisie : Lucien Mpama

## MAQUETTE

Eudes Banzouzi (chef de service)  
Cyriaque Brice Zoba, Mesmin Boussa,  
Stanislas Okassou

## INTERNATIONAL

Directrice : Bénédicte de Capèle  
Adjoint à la direction : Christian Balende  
Coordination : Rose-Marie Bouboutou  
Rédaction : Rose-Marie Bouboutou, Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma  
Administration : Béatrice Ysnel

## ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault  
Secrétariat : Armelle Mounzeo  
Chef de service : Abira Kiobi  
Suivi des fournisseurs : Farel Mboko

Comptabilisation des ventes, suivi des

annonces : Wilson Gakosso

Personnel et paie : Martial Mombongo

Stocks : Arcade Bikondi

Caisse principale : Sorrelle Oba

## PUBLICITÉ

Directeur : Charles Zodialo  
Assistante commerciale : Hortensia Olabouré  
Commercial Brazzaville : Rodrigue Ongagna,  
Mildred Moukenga  
Commercial Pointe-Noire : Méline Eta Anto

## DIFFUSION

Directeur : Philippe Garcia  
Assistante de direction : Sylvia Addhas  
Diffusion de Brazzaville : Guyche Mot-signet, Brice Tsébé, Irin Maouakani  
Diffusion Kinshasa : Adrienne Londole  
Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Mumbelé Ngono

## INFORMATIQUE

Directeur : Gérard Ebami-Sala  
Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de service), Rively Gérard Ebami-Sala, Myck Mienet Mehdi, Mbenguet Okandzé

## IMPRIMERIE

Directeur : Emmanuel Mbengué  
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou  
Chef d'atelier : François Diatoulou Mayola  
Service pré-press et contrôle de qualité :

Eudes Banzouzi (chef de service)

## LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault  
Émilie Moundako Éyala (chef de service),  
Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphany Mozali  
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso,  
immeuble Les Manguiers (Mpila),  
Brazzaville - République du Congo  
Tél. : (+242) 06 930 82 17

## GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault  
Hélène Ntsiba (chef de service), Sorel Eta,  
Astrid Balimba

## ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale  
www.lesdepêchesdebrazzaville.com  
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso,  
immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville,  
République du Congo / Tél. : (+242) 05  
532.01.09  
Président : Jean-Paul Pigasse  
Directrice générale : Bénédicte de Capèle  
Secrétaire général : Ange Pongault

Bureau de Paris (France) / 38 rue Vaneau  
75007 Paris/Tél. : (+33) 1 45 51 09 80



## COOPÉRATION

## Le vice-ministre chinois des Affaires étrangères visite le complexe sportif de Kintélé

En séjour de travail au Congo, où il a saisi l'occasion pour faire le point de la coopération avec les autorités congolaises, Zhang Ming a visité, le 5 mai, le complexe sportif de Kintélé et le viaduc qui mène vers ce centre sportif qui se construit par un consortium chinois. À l'issue de la ronde, le responsable chinois a apprécié positivement la qualité des travaux réalisés en un temps record.

« Je me rends compte que le complexe sportif de Kintélé est une œuvre de grande qualité et de haut standard, qui a pour objectif d'accueillir les jeux africains en septembre prochain. Un projet très impressionnant réalisé en moins de deux ans. Je suis sûr que les jeux africains qui se dérouleront dans votre pays, seront un grand succès », a souligné le vice-ministre chinois des affaires étrangères, Zhang Ming. Au niveau du complexe sportif, l'homme d'Etat chinois, qui était accompagné du ministre congolais, en charge de l'Aménagement du territoire et de la délégation générale aux grands travaux, Jean Jacques Bouya,

a voulu s'imprégner de l'état d'avancement des travaux, mais surtout se faire une idée de la qualité de l'ouvrage en construction. À l'issue de la visite de cette structure sportive de haut standing, qui compte 60.055 places assises, et dont les travaux sont déjà en phase de finitions, le chinois a exprimé son satisfecit, au regard de la qualité de l'ouvrage.

Au sein du même complexe sportif, la délégation a passé en revue, le palais des sports, encore appelé gymnase, lui aussi, presque achevé, avec une capacité totale d'accueil de 10.140 places.

Sur le même site, se construisent avec la même vitesse, plusieurs



Une vue partielle du stade olympique de Kintélé (photo adiac)

autres infrastructures sportives, correspondant au nombre des disciplines retenues pour ces 11<sup>es</sup> jeux africains, qui se tiendront à Brazzaville, en septembre prochain. Il s'agit entre autres, du complexe nautique, d'une capacité de 2.028 places assises ; des hôtels, du centre

des médias ainsi que d'autres structures connexes dont la plupart sont actuellement à la phase de finition.

De passage, le responsable chinois a marqué aussi un arrêt au viaduc en construction, qui mène au complexe, inscrit parmi les infrastructures connexes

de ce projet. Les travaux de cette voie totalement en hauteur, qui se construit sur sept kilomètres, avancent également à pas de géant.

Dans l'ensemble, les travaux sont suffisamment avancés et affichent déjà un optimisme qui inspire confiance sur la tenue des délais, et que tout sera prêt à la date échue, tel que l'a rassuré le ministre Jean Jacques Bouya. « Le vice-ministre chinois des affaires étrangères est arrivé pour que nous fassions le point sur le bon déroulement de l'ensemble des chantiers que nous avons en commun avec la Chine, dans le cadre de notre coopération bilatérale. En ce qui concerne le complexe sportif de Kintélé, tenant compte de l'état d'avancement à ce jour, nous sommes confiants que les délais seront tenus », a-t-il conclu.

Firmin Oyé

## PARLEMENT

## Un séminaire contre la peine de mort prévu pour juin à Brazzaville

Une délégation française chargée de préparer le séminaire parlementaire contre la peine de mort, a été reçue en audience le 5 mai à Brazzaville par le président de l'Assemblée nationale du Congo, Justin Koumba.

Les deux parties ont échangé sur la nécessité d'impliquer les parlementaires congolais dans le processus de l'abolition de la peine de mort au Congo. À la sortie d'audience, les hôtes de Justin Koumba ont fait savoir à la presse que les sénateurs et les députés congolais sont appelés à soutenir l'engagement des Etats de retirer la peine capitale des Codes pénaux.

Ce séminaire, ont-ils indiqué, est organisé par la France, l'Organisation internationale de la Francophonie et les Organisations non gouvernementales qui œuvrent pour l'abolition de la peine capitale.

Rappelons qu'au Congo, la Mouance des abolitionnistes du Congo que préside Gatién Clotaire Bongolo mène toujours le plaidoyer pour l'abolition de la peine de mort. Le 9 octobre 2013, à l'occasion de la célébration de la onzième journée mondiale contre la peine capitale, le président de cette ONG déclarait : « Il est vrai que le Congo ne pratique plus la peine de mort : c'est un pays abolitionniste de fait, c'est-à-dire que dans la pratique, il n'y a plus de peine capitale. Mais, le Code pénal congolais n'a pas encore effacé totalement les articles liés à la peine de mort ».

Roger Ngombé

## VIE DES PARTIS

## L'URC poursuit sa campagne de structuration

Après le Kouilou, le Niari, la Sangha, la Likouala, la Cuvette centrale et bien d'autres départements, et après la tenue de son congrès en mars 2014 à Brazzaville, l'Union pour la Restauration du Congo (URC), de Dominique Basseyla, poursuit sa campagne d'implantation de ses organes de base et intermédiaires avec la mise en place cette semaine des structures de Nkayi dans le département de la Bouenza.

« Tout cela entre dans le programme d'activités initié par notre parti en vue de son rayonnement sur le fichier politique congolais » a expliqué mercredi le secrétaire général, Alain Marcel Diakabana Loubassou dans un entretien exclusif avec Les Dépêches de Brazzaville.

Abordant la question de la feuille de route de cette formation politique, ce dernier a révélé qu'elle se base sur la préparation du dialogue politique qui s'annonce dans le pays, et auquel l'URC se prépare.

« Notre parti depuis sa création, ne cesse de parler du dialogue et dès novembre 2013, on avait déjà lancé cette idée, laquelle a été confirmée par le congrès. L'URC a même été le premier parti qui a amorcé le dialogue avec le parti congolais du travail en Avril 2014 », a poursuivi le secrétaire général de ce parti.

Il a en outre fait savoir que partout où l'on parle du dialogue, l'URC apporte sa contribution. Ce qui justifie sa présence au sein de la dynamique citoyenne pour la convocation d'un dialogue inclusif en signant le manifeste y relatif.

Aujourd'hui, a renchérit Alain Marcel Diakabana Loubassou, il faut aller dans les départements du pays pour expliquer aux populations le bien-fondé de cette rencontre étant donné que c'est le seul moyen de règlement de tout différend politique a-t-il conclu.

Jean Jacques Koumba

## LUTTE CONTRE LE BLANCHIMENT D'ARGENT

## Le Congo corrige ses faiblesses

**Les experts du Gabac (groupe d'action contre le blanchiment d'argent en Afrique centrale) avaient relevé des faiblesses dans le dispositif de lutte congolais. La recommandation principale a porté sur l'opérationnalisation de l'Agence nationale d'investigation financière (Anif) Congo pour un meilleur suivi de soupçon de blanchiment.**

Deux mois après l'évaluation par les experts, le Congo s'active déjà comme le prouve le décret présidentiel nommant les trois autres membres, adjoints du directeur général. Ce retard constituait un maillon faible gênant. Le 8 mai, ils prendront officiellement fonction à travers la prestation de serment. Il s'agit d'un commissaire de police chargé des enquêtes ; un magistrat chargé des relations avec les autorités judiciaires et un inspecteur des douanes chargé des opérations.

Avec l'appui de la Banque mondiale, l'Anif a entrepris un programme d'activité pour renforcer ses capacités. Elle a organisé une formation pour ses deux analystes. Celle-ci était aussi ouverte à son personnel afin de l'habituer au b.a.-ba de la fonction. En effet, les analystes ont pour rôle de traiter les déclarations de soupçon. Il leur revient de rédiger le rapport destiné au directeur qui en juge la

pertinence. Si le dossier conforte le soupçon de blanchiment, il est envoyé au procureur de la République.

Un autre séminaire de sensibilisation des assujettis se tient conformément au règlement Cémac sur lequel se base le Gabac. Les assujettis sont toute personne physique ou morale qui, dans le cadre de sa profession, réalise, contrôle et conseille des opérations entraînant des dépôts, des échanges, des placements, des conversions ou tous autres mouvements de capitaux. Les participants sont édifiés sur l'importance de faire des déclarations au niveau de l'Anif. Une recommandation obligatoire selon le règlement. Autrement, ils seront passibles de poursuite judiciaire pour complicité.

En juin prochain interviendra un séminaire avec les autorités d'enquêtes et de poursuite. Celui-ci regroupera les magistrats et les OPJ (officier de police judiciaire). Au terme de toutes ces formations et sensibilisations, tous les acteurs pourront parler le même langage.

Rappelons que toutes actions menées ne sont que la résultante des recommandations des experts du Gabac à la suite de l'évaluation de mars dernier. Ils avaient

en effet constaté que le personnel n'avait pas de formation ou le niveau requis. Entre autres faits, du point de vue des textes, le dispositif existe, le Congo a pris beaucoup de textes. Cependant, dans la pratique, le système de répression de la fraude financière et du financement du terrorisme demeure encore très fragile.

Outre la nomination de nouveaux membres et le recrutement des enquêteurs, analystes et informaticiens, le Gabac a demandé au gouvernement de désigner les correspondants auprès des administrations publiques concernées. Il avait été aussi recommandé de mettre à la disposition de l'Anif, des ressources financières pour lui permettre d'être à la hauteur de sa mission.

Notons que l'ANIF est l'interface du Gabac dans cet exercice. Elle est le maître d'œuvre d'une évaluation mutuelle et au-delà. Elle est aussi la cheville ouvrière de la lutte anti blanchiment et contre le financement du terrorisme. Le blanchiment d'argent est un processus consistant à intégrer les produits financiers d'activités illégales au sein de l'économie légitime de façon à occulter la provenance des fonds et éviter la détection par les autorités et les organismes de règlement.

Nancy France Loutoumba



## SECTEUR PRIVÉ CONGOLAIS

## La Banque mondiale insiste sur la diversification de l'économie

**Afin de faire face à la conjoncture économique marquée par la chute du baril de pétrole, la République du Congo dont 90% de revenus sont issus des ressources pétrolières, devrait exploiter davantage d'autres ressources naturelles hors pétrole.**

Le nouveau représentant résidant de la Banque mondiale (BM) au Congo, Djibrilla Issa, l'a recommandé au gouvernement congolais, à l'issue de l'audience que lui accordée le ministre du Développement industriel et de la promotion du secteur privé, Isidore Mvouba, le 6 mai à Brazzaville.

« Nous sommes en train de faire une revue à mi-parcours de notre stratégie d'appui à la République du Congo. Celle-ci interviendra en fonction des orientations que nous donnera le pays. Vu l'environnement international, c'est un impératif pour le Congo de continuer avec ses efforts de diversification, un projet déjà mis en œuvre dans le cadre du plan national de développement », a indiqué le représentant de la BM.

Notons que les deux personnalités ont de même passé en revue le projet d'appui à la diversification de l'économie (PADE). Cofinancé par le gouvernement congolais et cette institution financière internationale, ce projet a pour objectif d'aider le Congo à mettre en œuvre son programme de diversification de l'économie nationale dans les secteurs hors pétrole: l'agro-industrie, l'industrie forestière et l'exploitation minière.

Malgré des mesures prises ainsi que des agences créées pour promouvoir le secteur privé, l'économie congolaise demeure encore dépendante du secteur pétrolier, peu productif d'emplois et dont les retombées économiques sont limitées.

En outre, en dehors de la BM qui accompagne le Congo, d'autres institutions internationales s'investissent aussi en faveur du secteur privé afin de créer des emplois et de lutter contre la pauvreté.

**Lopelle Mboussa Gassia**

## 30 ANS DE LA FONDATION CONGO ASSISTANCE (FCA)

## Antoinette Sassou N'Guesso inaugure le Centre national de référence de la drépanocytose

**L'épouse du chef de l'État a accompli ce geste, le 6 mai, en présence de cinq premières dames d'Afrique, venues au Congo dans le cadre de la célébration du 30<sup>e</sup> anniversaire de la Fondation Congo assistance.**

Construit dans l'enceinte du Centre hospitalier et universitaire (CHU) de Brazzaville, le Centre national de référence de la drépanocytose « Maman Antoinette Sassou N'Guesso » a coûté à l'État congolais environ 6,6 milliards FCFA. Il a été rendu pos-

des déchets biomédicaux, sont en pleine installation. « J'invite les personnels de santé à différents niveaux affectés ici à s'investir pleinement pour que le Centre national de drépanocytose qui s'ouvre présentement tienne réellement ses promesses », a exhorté le ministre de la Santé, François Ibovi.

Le Centre national de drépanocytose a, entre autres missions, la coordination des activités de dépistage et de prise en charge de la drépanocytose ; la documentation épidémiologique

panocytose. Car elle aura permis de sortir cette affection de l'anonymat et d'obtenir qu'elle soit reconnue comme un problème de santé publique », a indiqué François Ibovi.

« Je suis fière d'avoir donné au Congo et à l'Afrique ce bijou »

Initiatrice du projet, Antoinette Sassou N'Guesso a rappelé que le centre du CHU a une vocation sous-régionale (Afrique centrale), conformément aux conclusions des premiers états généraux tenus à Brazzaville en 2005. Le deuxième devrait être construit à Dakar au Sénégal, pour les pays de l'Afrique de l'Ouest. « Je leur offre aujourd'hui, un bijou pour les soins des enfants et des personnes drépanocytaires, surtout pour la recherche. À l'époque, on disait qu'un enfant drépanocytaire n'avait pas une vie au-delà de cinq ans, heureusement aujourd'hui nous trouvons même dans notre pays des drépanocytaires qui ont 60 ans. Donc, il y a un grand travail qui est fait à travers le monde. Je ne peux qu'être fière aujourd'hui d'avoir donné au Congo et à l'Afrique ce bijou », s'est réjouie l'épouse du chef de l'État congolais.

Rappelons qu'après l'inauguration de ce centre national de drépanocytose, la première Dame du Congo et ses homologues du Bénin, du Niger, du Mali, de la Guinée Conakry et du Sénégal, ainsi que la représentante de Chantal Biya du Cameroun, ont assisté à la session inaugurale de la conférence scientifique internationale sur cette pandémie. La cérémonie s'est déroulée au ministère des Affaires étrangères et de la coopération sur le thème : « Expériences des centres de recherche de la drépanocytose et progrès réalisés dans la lutte contre cette maladie ». À cette occasion, les participants ont suivi les communications des représentants du Congo, du Bénin, du Mali, des Antilles de Guyane ainsi que de la Jamaïque.

**Parfait Wilfried Douniama**



Antoinette Sassou N'Guesso coupant le ruban symbolique, en présence de ses homologues africaines; crédit photo Adiac

sible grâce au partenariat Gouvernement/FCA, notamment à travers le plaidoyer de l'épouse du chef de l'État, marraine de la lutte contre la drépanocytose.

S'agissant des caractéristiques, le bâtiment qui abrite ce centre est de type R+1. On y trouve, entre autres, des salles d'hospitalisation du jour pour adultes et enfants ; de la biologie médicale et moléculaire; de l'imagerie numérisée ; de kinésithérapie ainsi que de transfusion et des bureaux des consultations spécialisées. Actuellement, un transformateur spécial commun avec le centre de dialyse ; un générateur électrique de secours et une unité de traitement

ainsi que la formation des spécialistes en hématologie et des diplômés spécialisés dans la drépanocytose. Il est aussi destiné à la recherche fondamentale, en tant que clinique, et à la coordination des essais thérapeutiques.

Évoquant quelques chiffres, le ministre de la Santé et de la Population a expliqué que la drépanocytose touche, dans sa forme homozygote, un à deux enfants sur cent dans le monde. Au Congo, un enfant sur quatre est concerné. « La communauté scientifique exprime toute sa reconnaissance à l'égard de la présidente de la Fondation Congo Assistance pour avoir porté haut le flambeau de la lutte contre la dré-

### IN MEMORIAM



7 mai 2005 – 7 mai 2015, voici dix (10) ans que disparaissait, Madame Moumvouka Elisabeth. En ce triste anniversaire, les enfants Mouyocket demandent à tous ceux qui l'ont connue, d'avoir une pensée pieuse pour elle.

Des messes d'action de grâce en sa mémoire, seront dites le 7 mai à 06 heures, en les paroisses : Ste Trinité de Kinsoundi-Barrage à Brazzaville et à Saint Jean Bosco de Pointe-Noire.



À l'occasion du 15<sup>e</sup> anniversaire du décès du commissaire de police Epovo Innocent « Brave marin », survenu le 7 mai 2000 à 13h dans sa 70<sup>e</sup> année. Sa fille Rose-Adèl et ses frères prient tous ceux qui l'ont connu et aimé leur très regret Papa, d'avoir une pensée pieuse pour sa mémoire.

A cet effet, des messes d'actions de grâce seront dites le 7, 8, 9 et 10 mai à Javoueh et à la cathédrale sacré cœur.

### NÉCROLOGIE

Me Heritier Clotaire Rohâbb Hollywood Mongouangoh, président du club Dignité pour Loukolela, informent les

ressortissants du district de Loukolela à Brazzaville, du décès du sergent chef Audin Jean Bruno Essombi (Moyoula alias Madiata), survenu le 3 mai 2015 à l'hôpital des Armées Pierre Mobengo, des suites d'une longue et pénible maladie.

La veillée mortuaire se tient au n°4 rue Andzounou au terminus de Mikalou.





## IDÉES- FORCES, SUJETS EN DÉBAT

Anecdotes, petites phrases, cris du coeur et coups de gueule meublent la vie de tous les jours. Cette rubrique se propose de sélectionner les idées les plus saillantes qui font la force des débats de société

« Il ne faut pas présenter le dialogue comme un fétiche. Ce n'est pas un fétiche, ce n'est pas quelque chose qui va tomber du ciel. Le dialogue est une vertu, en Afrique. »

Denis Sassou N'Gusso, président du Congo, conférence de presse, 28 avril 2015 à Brazzaville

« Le monde politique est peuplé d'individus qui voudraient être aimés mais qui ne s'aiment pas eux-mêmes. »

Marc Dugain, réalisateur et romancier français, cité au grand journal de Canal + du 05 mai 2015

« Le véritable voyage de découverte ne consiste pas à chercher de nouveaux paysages, mais à avoir de nouveaux yeux. »

Marcel Proust cité par Robert Johnson (président de l'Institute for new economic thinking), Le Monde, 8 avril 2015

« L'enjeu de la bonne gouvernance locale invite la société citoyenne à un dépassement qualitatif dans son engagement aux côtés des populations, des jeunes et des femmes. »

Mamadou SY Albert, Chargé de communication à l'Ucad (Université de Dakar), Le Soleil du 2-3 mai 2015

« Les femmes seront des hommes comme les autres quand, en politique, elles décideront autant qu'eux des choix d'investissement et des lignes idéologiques. Quand, dans le journalisme, elles signeront autant d'édits que les hommes des portraits, et dirigeront autant de journaux qu'eux. »

Réjane Sénac, chargée de recherches au Cevipof (Centre de recherches politiques de Sciences-Po), France, Libération, 4 mai 2015

## À LOUER

NOUS METTONS EN LOCATION UNE GRANDE VILLA (01) POUR HABITATION OU BUREAU AU CENTRE VILLE (vers la Boutique Alima).

CONTACT : 06 621 88 88

## SANGHA

## Fortuné Niakekele, nouveau commandant de la zone de la défense n°5

Le chef d'état-major général des Forces armées congolaises (FAC), le général de division Guy Blanchard Okoï, a présidé, le 4 mai à Ouesso (département de la Sangha), la cérémonie de prise de fonction du nouveau commandant de zone n°5 Ouesso, le colonel Fortuné Niakekele, en remplacement du colonel Michel Obambi qui a fait valoir ses droits à la retraite.

Plusieurs autorités civiles et militaires étaient présentes, parmi lesquelles le préfet de la Sangha Adolphe Elemba, ainsi que le maire de Oues-

détermination du personnel militaire pour accomplir sa tâche. Il a, par ailleurs, assuré qu'avec l'opiniâtreté du commandement, il entend contribuer à la lutte contre le braconnage, le trafic illicite, la désertification et compte sécuriser la population tout en préservant la bonne circulation des personnes et des biens dans ce département afin de bien garder les bonnes relations entre l'armée et la population. For-

février 2012 à nos jours, officier opérations HQ-ASF de la commission de l'UA ; Conseiller RSS-MICOPAX de décembre 2010 à janvier 2012 ; chef d'Etat-major de la Force Multinationale de l'Afrique Centrale à Bangui en RCA ; Chef d'état-major de la 40<sup>e</sup> Brigade d'infanterie à Brazzaville ; chef d'état-major de la Force Multinationale de la CEMAC à Bangui RCA ; chef du détachement congolais à la FOMUC formant le 7<sup>e</sup> contingent congolais.

Autres expériences : Conseiller à la communication du commandant de la force multinationale de la CEMAC en RCA ; représentant général COMFORCE au Forum sur la RCA à la Commission Africaine à Addis-Abeba ; avril 2011 Force africaine en attente Addis-Abeba ; février 2012 Point focal du Département des opérations de soutien de la Paix sur le conflit du Mali, etc.

Fortuné Niakekele est colonel breveté d'état-major ; il a suivi des cours à l'Institut royal supérieur de défense Bruxelles Belgique, d'août 2003-juillet 2004. Notons

qu'il a reçu plusieurs distinctions : officier dans l'ordre du mérite congolais ; Croix de la valeur militaire ; Médaille d'or de la défense nationale française et officier dans l'ordre du mérite centrafricain. La cérémonie a été clôturée par un défilé militaire.

Guillaume Ondzé



Le chef d'Etat-major général des Forces armées congolaises (à droite) remet le fanion au nouveau commandant de zone

so, Thierry Maguessa. Nombreux participants ont donné un cachet particulier à cette cérémonie.

En conformité avec la volonté du commandement et du ministère, Fortuné Niakekele a indiqué qu'il compte sur le soutien de l'échelon supérieur à son égard et sur la

tuné Niakekele a ajouté : « Ouesso va abriter le cinquante cinquième anniversaire de l'indépendance du Congo, nous allons nous atteler pour que tout se passe bien ».

Né le 7 juillet 1964, le nouveau commandant de zone a été successivement, de

## DES FORMATIONS POUR BOOSTER VOTRE CARRIERE !

L'IIPRC organise à Brazzaville et à Pointe-Noire des séminaires de formation selon le programme ci-dessous. Pour les inscriptions\* et pour tous renseignements, contactez-nous aux coordonnées suivantes : Tél. 06 913 81 45/06 992 04 91-E-mail : inscription@iiprc-training.org

INTITULE DE LA FORMATION	DUREE	PERIODE
Gestion comptable et financière des projets et programmes	5 jours	4 au 8 mai 2015
Analyse financière : pratique	3 jours	11 au 13 mai 2015
Méthodes et outils de gestion pour managers : savoir fixer des objectifs, élaborer son tableau de bord etc.	3 jours	18 au 20 mai 2015
Pratique de l'audit fiscal et contrôle interne	5 jours	18 au 22 mai 2015
Manager une équipe : perfectionnement	3 jours	26 au 28 mai 2015

\*Possibilité de remise pour plusieurs participants d'une même structure.



Une expertise à votre portée

FORMATION - CONSEIL - ASSISTANCE TECHNIQUE



## BURUNDI

## Le pouvoir propose le dialogue pour sortir le pays de l'impasse

La Cour constitutionnelle du Burundi a validé le mardi 5 mai, la candidature du président sortant Pierre Nkurunziza pour un troisième mandat. Le gouvernement propose en contrepartie de cessation des manifestations, la libération des opposants arrêtés, la réouverture des radios privées...

« Le gouvernement est disposé à relâcher les jeunes gens qui ont été arrêtés au cours des violences enregistrées dans les différents quartiers de la capitale, à condition qu'ils renoncent explicitement à la récidive », a indiqué le vice-président burundais, Prosper Bazombanza. Le pouvoir en place a par ailleurs proposé d'autoriser la réouverture des stations radio interrompues dès le début des contestations de la rue. Aucun incident majeur n'a été signalé depuis mardi dans la capitale Bujumbura.

Prosper Bazombanza a fait savoir que les autorités sont prêtes à engager des négociations franches avec l'opposition afin de mettre fin à la crise. Une première tentative de discussion sur les prochaines échéances électorales sous l'égide de la Mission électorale de l'ONU dans le pays, a réuni mardi des représentants du gouvernement, de l'opposition et de la société civile. Mais ce tête à tête n'a pas permis d'apaiser les esprits.

Les manifestants étaient remontés contre la validation par la Cour constitutionnelle de la candidature du président sortant Pierre Nkurunziza. En effet, les Sages de la Cour constitutionnelle burundaise ont estimé que la candidature pour un troisième mandat du président Nkurunziza, ne viole pas la loi fondamentale actuelle du pays.

« L'article 96 qui limite à deux les mandats présidentiels au Burundi, veut dire que le nombre de mandats au suffrage universel direct est limité à deux seulement et l'article 302 créé un mandat spécial au suffrage universel indirect et qui n'a rien à voir avec les mandats prévus à l'article 96 », a décidé la Cour dans sa décision du 5 mai 2015.

Nkurunziza a été élu pour la première fois en 2005, au suffrage universel indirect, c'est-à-dire, par le Parlement. Il a ensuite été réélu en 2010 au suffrage universel direct, après l'amendement du mode de désignation à la présidentielle. Selon les sages burundais, « le renouvellement une seule et dernière fois de l'actuel mandat présidentiel au suffrage universel direct pour cinq ans n'est pas contraire à la Constitution du Burundi. »

Les manifestations au Burundi ont fait déjà plus de dix morts et plusieurs personnes blessées. Des milliers de Burundais continuent de fuir leur pays pour se réfugier dans les pays voisins, notamment au Rwanda et en République démocratique du Congo, indiquent des ONG humanitaires.

Fiacre Kombo

## COMMUNIQUÉ

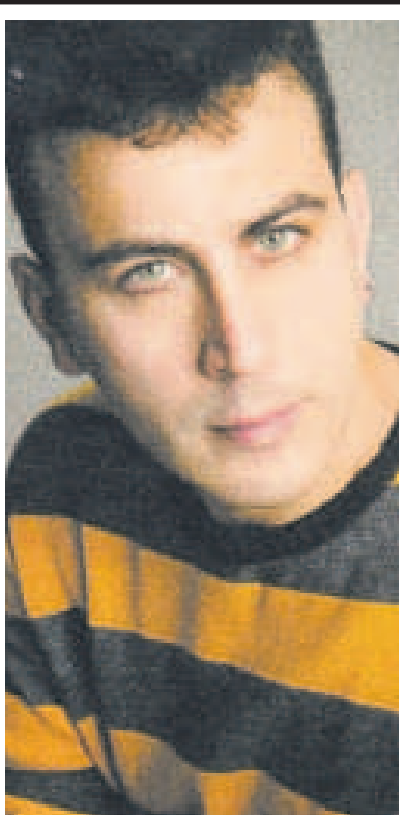
Je suis un jeune suisse et je m'intéresse beaucoup au Congo. C'est pourquoi je cherche des correspondants de ce merveilleux pays.

Vous pouvez m'écrire, à l'adresse suivante :

VITUS CASTELBERG  
ASPERMONTSTR. 19  
CH-7000 CHUR  
SUISSE (EUROPE)

Merci beaucoup!

Amitiés



## La «paix et la sécurité règnent», assure le gouvernement

La «paix et la sécurité règnent» au Burundi, a assuré mercredi le ministre burundais des Affaires étrangères, en réponse au Rwanda, qui a appelé Bujumbura à assurer la protection des civils dans la crise politique que traverse le pays.

« La paix et la sécurité règnent sur tout le territoire national, à part quelques quartiers de la capitale Bujumbura qui sont secoués par des manifestations illégales et violentes déclenchées par certains opposants politiques et activistes de la société civile », a-t-il déclaré dans un communiqué.

Il a par ailleurs démenti la présence dans le pays de membres des Forces

démocratiques de libération du Rwanda (FDLR), rebelles hutu rwandais actifs en République démocratique du Congo (RDC) voisine et traqués par Kigali pour leur rôle dans le génocide des Tutsi en 1994. « Aucun élément des FDLR ne se trouve sur le territoire burundais », a assuré le ministre, accusant la société civile et des opposants burundais de faire courir la rumeur de leur présence dans le pays.

Cette semaine, la ministre rwandaise des Affaires étrangères, Louise Mushikiwabo, présente mercredi à Bujumbura avec d'autres chefs de la diplomatie de la région pour trouver une solution à la crise, avait déclaré

avoir « reçu plusieurs informations concernant la présence d'éléments FDLR au Burundi, qui tirent avantage de la situation ». Son ministère avait prié Bujumbura de prendre « toutes les mesures nécessaires pour assurer la protection de sa population, mettre fin à cette situation humanitaire qui ne cesse de s'aggraver et rétablir la paix ».

Le Burundi est en proie depuis le 26 avril à des manifestations d'opposants à un troisième mandat du président Pierre Nkurunziza. Les manifestations qui ont été émaillées de heurts et les violences ont fait au moins 14 morts.

AFP

## Près de 40.000 Burundais ont fui leur pays, selon le HCR

La crise politique au Burundi a provoqué l'exode de près de 40.000 réfugiés vers le Rwanda, la Tanzanie et la République démocratique du Congo, selon un nouveau bilan communiqué mercredi par l'agence des Nations unies pour les Réfugiés (HCR).

Sur ce total, 24.795 ont fui au Rwanda, 6.966 en Tanzanie et 7.319 en RDC. Le HCR note en outre que ces chiffres augmentent rapidement et que des Burundais ayant fui leur pays ne se sont pas fait enregistrer comme réfugiés.

Le bilan établi par le HCR porte sur le mois écoulé, mais la tension est montée d'un cran depuis le 25 avril, lorsque le parti du président Pierre Nkurunziza l'a désigné pour briguer un nouveau mandat, le troisième, lors du scrutin de juin.

L'opposition estime que cette candidature est contraire à la constitution qui limite l'exercice de la magistrature suprême à deux mandats successifs et manifeste depuis plus d'une semaine. D'après des groupes de la société civile, une dizaine de personnes ont été tuées dans des affrontements avec les forces de l'ordre.

La cour constitutionnelle a validé mardi la candidature de Nkurunziza au motif que son premier mandat, en 2005, a suivi sa désignation par le Parlement et non une élection au suffrage universel direct.

Les ministres des Affaires étrangères du Kenya, de Tanzanie, d'Ouganda et du Rwanda sont attendus au Burundi pour évaluer la situation.

Pour Jan Egeland, ancien secrétaire général adjoint des Nations unies chargé des affaires huma-

nitaires, le monde ne pourra faire l'économie d'une action internationale pour éviter une catastrophe au Burundi. « Tous les voyants clignotent au Burundi. Toutes les sirènes sonnent. Où sont les pompiers ? », a-t-il dit lors d'une conférence de presse à Genève.

La crise en cours au Burundi est la plus grave depuis que les accords d'Arusha signés en 2000 ont mis fin cinq ans plus tard à une guerre civile entre la majorité hutue et la minorité tutsie qui a fait 300.000 morts.

« Les signaux sont très, très inquiétants et c'est précisément maintenant qu'une action régionale et internationale cohérente serait nécessaire pour aider ceux qui, au Burundi, veulent éviter une nouvelle catastrophe », a poursuivi Egeland.

Reuters



### CHINA JIANGSU GLOBAL CONSTRUCTION CO., LTD

La société JIANGSU GLOBAL CONSTRUCTION est bien connue des entreprises de construction à grande échelle de la Chine.

Actuellement, elle crée des succursales au Congo, dans le but d'entreprendre tous types de construction, de décoration et de conception des résidences privées.

La société est également spécialisée dans la production et la vente de tous types de briques industrielles, de bonne qualité : de sable de concassage (sable rouge), de ciment et de gravier.



Nos tarifs sur les produits que nous proposons sont tels que :

••• Briques de 120	-----	480 CFA
••• Briques de 110	-----	580 CFA
••• Briques de 200	-----	680 CFA
••• Sable Rouge 20m³	-----	180.000 CFA
••• Sable 20m³	-----	180.000 CFA
••• Gravier 20m³	-----	250.000 CFA

Les tarifs proposés incluent les frais de chargement, de déchargement et de transport

300 : Livraison gratuite en zone urbaine (dans Brazzaville)

Adhérons à la bonne qualité et au bon service pour la majorité du peuple congolais.

Adresse : Brazzaville, Kinshasa sur la route nationale N° 1 (à côté de Bus Kinshasa) avant la sixième boucle

Contact : (+342) 06 690 7119  
06 985 5060

06 655 1111  
06 919 8888



## MALI

## La recrudescence de la violence menace la signature des accords de paix d'Alger

**Des violents affrontements opposent depuis mardi 5 mai, l'armée malienne aux groupes rebelles du Nord. Ces affrontements interviennent alors que la signature définitive des accords de paix d'Alger, est attendue d'ici une semaine.**

Ces accrochages entre l'armée loyaliste et les rebelles affiliés à la Coordination des mouvements de l'Azawad (CMA), ont été violents dans la localité de Ténenkou, à une centaine de kilomètres à l'ouest de Mopti. D'après une source gouvernementale citée par l'AFP, l'attaque a fait onze morts et plusieurs blessés. « Il y a eu un mort et trois blessés dans les rangs des forces gouvernementales et, dix morts et plusieurs blessés chez les assaillants », note la même source.

Cette reprise d'hostilités compromet les efforts jusque-là entrepris par la communauté internationale et notamment par Alger, pour tenter de réconcilier Bamako et les groupes armés du Nord. La médiation algérienne avec l'appui de la mission onusienne dans le pays, a pourtant multiplié ces dernières semaines des contacts en vue de la réussite du grand rendez-vous du 15 mai 2015. Plusieurs chefs d'Etat de la région ont même été conviés à l'évènement.

Sur le terrain, des acteurs locaux ne sont pas d'en reste. Par ailleurs, le chef traditionnel de la tribu touarègue des Ifoghas de Kidal, foncièrement opposé à toute idée d'indépendance du Nord du Mali, se trouve dans la capitale malienne pour des dernières tractations. En attendant, un compromis est en train d'être trouvé au sujet de la ville de Ménaka reprise par le Gatia (une milice gouvernementale). « La sécurité de la ville sera confiée aux casques bleus de l'ONU », ont confié certains émissaires onusiens.

Ces combats entre armée malienne et les rebelles du Nord, sont la quatrième attaque du genre en l'espace d'une semaine. La ville de Ténenkou a été la cible d'une attaque similaire le 8 janvier dernier, contraignant le gouverneur de Mopti alors en mission à fuir sa circonscription.

F.K.

## JUSTICE/TERRORISME

## Un Français risque 10 ans de prison

Il se nomme Gilles le Guen et s'est converti à l'Islam pour porter le nom Abdel Jelil. Il aurait combattu dans les groupes djihadistes après s'être installé en 5 ans, au Maroc, en Mauritanie puis au Mali.

Gilles le Guen sera aperçu dans les rangs d'Aqmi en septembre 2012, par les services secrets français. Il sera aussi aperçu dans une vidéo mise en ligne en octobre 2012, où il met en garde les présidents français François Hollande, et américain Barack Obama, ainsi que le secrétaire général des Nations unies contre une intervention militaire au Mali. En avril 2013, il sera appréhendé à Tombouctou, au Mali.

Il a comparu, le 4 mai, devant le tribunal correctionnel de Paris, pour association de malfaiteurs en relation avec une entreprise terroriste. Il risque 10 ans de prison. Votée par le Parlement français en 2012, une loi permet à la justice de poursuivre des Français soupçonnés d'une quelconque participation à des actes de terroristes à l'étranger, ou d'y être parti pour s'entraîner.

Le ministre français de la Défense Jean-Yves Le Drian a déclaré que le Français Gilles le Guen, appelé Abdel Jelil « avait combattu manifestement déjà dans les groupes djihadistes ».

Noël Ndong

12<sup>e</sup> SESSION DE LA CÉMAC

## L'heure a sonné pour une zone communautaire intégrée

**Libreville, la capitale gabonaise a abrité le 12<sup>e</sup> sommet des chefs d'État de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (Cémac). Les dirigeants de la sous-région ont réalisé qu'il n'était plus question de faire l'économie du temps mais plutôt d'agir en vue de concrétiser le rêve d'une zone communautaire totalement intégrée.**

Quatre chefs d'État se sont retrouvés pour chercher à apporter des réponses appropriées aux problèmes de la sous-région : Idriss Deby Itno du Tchad, Obiang Nguéma Mbasogo de la Guinée équatoriale, Ali Bongo Ondimba du Gabon, et Denis Sassou N'Guesso du Congo. La Centrafrique a été représentée par le Premier ministre Mahamat Kamou alors que Luc Ayang, le président du Conseil économique et social du Cameroun était à la tête de la délégation de son pays.

À l'ouverture des travaux, le chef de l'État gabonais et président en exercice de la Cémac, Ali Bongo Ondimba, et Pierre Moussa, président de la commission de l'organisation sous-régionale ont, dans leurs discours, souligné que le renforcement d'une Union économique forte de l'espace communautaire passe, entre autres, par des réformes structurelles au sein de l'organisation mais aussi de l'Union douanière, en mettant fin aux dysfonctionnements constatés.

Ils ont souligné l'urgence de mettre en œuvre les actions contenues dans la feuille de route consensuelle. On peut citer : la libre circulation des personnes ; la poursuite de l'élaboration des politiques secto-

rielles communes et la priorité à donner à la révision du Programme régional (PER).

Diversifier l'économie, un défi Dans la perspective de réussir ce pari, le chef de l'État gabonais a appelé les États membres à diversifier leurs économies pour faire face à la baisse des prix du pétrole au niveau de la Cémac. « Le contexte écono-

la baisse de la croissance économique, la tendance défavorable concernant les Objectifs du millénaire pour le développement (OMD).

« Il n'y a pas d'alternance crédible à l'intégration. Elle est une nécessité historique, une réponse au morcellement hérité, une condition du développement dans un contexte



La photo de famille

mique nous interpelle (...). Plus que jamais, la diversification de nos économies se révèle être une nécessité absolue », a-t-il insisté.

Pour sa part, le président de la commission a rappelé que la 12<sup>e</sup> session de la Cémac se tenait dans un climat marqué non seulement par la baisse du baril du pétrole, mais aussi par la crise politico-sécuritaire qui a secoué la RCA, et par le développement du terrorisme multiforme, facteur d'instabilité dans la sous-région. Allusion faite au groupe Boko Haram qui a étendu son action en zone Cémac, notamment au Cameroun et au Tchad. Autres sujets évoqués :

mondialisé, où seuls les grands ensembles pèsent », a déclaré Pierre Moussa qui a appelé à l'édification d'une Union économique achevée.

D'autres sujets liés à la marche générale de la communauté ont été également abordés. Il s'agit, entre autres, de l'Accord de partenariat économique (APE) au regard de la ratification du dit accord intérimaire et ses conséquences sur le processus d'intégration des membres de la Cémac ; la question environnementale en vue notamment de décider de la contribution de la Cémac au prochain sommet sur le climat.

**Nestor N'Gampoula,**  
Envoyé spécial à Libreville

### Ne cherchez plus, vous avez trouvé

La seule formation qui vous rend directement opérationnel en 4 mois

100% pratique

Devenez Technicien Qualifié en maintenance des ordinateurs, serveurs & réseaux

Dépannez les PC de bureau, Portables & Serveurs  
Dépannez Windows 7, 8 et server 2008 - 2012  
Installez et dépannez les réseaux câblés et WIFI  
Installez les serveurs- Antivirus réseaux +pare-feu  
Créez les machines virtuelles (postes W et serveurs)  
Clonez les disques durs et effectuez des sauvegardes



Début Juin 2015  
Inscription 10 000 Fcfa  
Places limitées !  
Possibilité de payez sur 12 mois

**KD Computer**  
849, rue Voula Plateau des 15 ans (vers pharmacie Jagger)  
01 174 20 28  
06 668 90 11  
email : kdcomputer2011@hotmail.fr

### CHANGEMENT DE NOM

Je m'appelle ONGUITE-JOHNSON Lucie Gilda Aurélie. Je désire désormais être appelé JOHNSON Gilda.

Toute personne justifiant d'un intérêt légitime pourra faire opposition dans un délai de trois (3) mois.

Je m'appelle EKANO EFFHESSE Crefane Eliyano Cédric. Je désire désormais être appelé EFFHESSE Trefane Eliyano Cédric.

Toute personne justifiant d'un intérêt légitime pourra faire opposition dans un délai de trois (3) mois.



#MakeThingsBetter  
cg.total.com

# ENGAGÉ POUR LE GAZ NATUREL

Total investit massivement dans la plus propre des énergies fossiles



**TOTAL**  
COMMITTED TO BETTER ENERGY



## FORUM DE BANGUI

## DISCOURS DE SON EXCELLENCE MONSIEUR DENIS SASSOU-N'GUESSO, PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE DU CONGO, MEDIATEUR INTERNATIONAL DANS LA CRISE EN CENTRAFRIQUE

Madame le Chef de l'Etat de Transition de la République Centrafricaine, Monsieur le Président du Conseil National de Transition, Monsieur le Premier Ministre, Mesdames et Messieurs les Membres du Gouvernement, Mesdames et Messieurs les Ambassadeurs et Chefs de missions diplomatiques, Mesdames et Messieurs les Représentants de la Communauté Internationale, Mesdames et Messieurs les participants au Forum de Bangui, Mesdames et Messieurs,

C'est un privilège et un grand honneur de m'adresser à vous en cette occasion historique, ici, au cœur de l'Afrique, dans ce pays, la République Centrafricaine, aux promesses toujours intactes ; ce pays de rêve, pays des rêves de Barthélémy BOGANDA.

Privilège et honneur de m'adresser à vous ici à Bangui, jadis la coquette ; Bangui qui a hâte de retrouver sa douceur et son éclat d'antan.

Je m'adresse à vous avec humilité. Sans calcul, sans prétention d'aimer la Centrafrique plus que les Centrafricains eux-mêmes. Je m'adresse à vous sans chercher à m'ériger en donneur de leçons, moi dont le pays a connu, il y a peu, des avatars presque identiques.

Je m'adresse à vous, avant tout en ma qualité de médiateur international dans la crise centrafricaine, mais aussi et bien-entendu, en citoyen d'Afrique, en fils d'Afrique Centrale, en voisin, en frère, en ami. En ami, oui ! Parce que comme l'a dit le penseur, l'ami, le vrai, est celui qui cherche vos besoins au fond de votre cœur.

Au fond des cœurs des Centrafricaines et des Centrafricains, il y a un besoin essentiel, un besoin pressant de paix, de paix durable, de paix définitive.

Au fond du cœur du peuple centrafricain meurtri, dégradé et ruiné par plus de deux décennies de violences fratricides et de destructions injustifiables, il y a un désir ardent de dignité et de bonheur.

Au fond des cœurs de nombreux Centrafricains déracinés de leurs foyers et se retrouvant à vivre dans des conditions d'extrême précarité ici en République Centrafricaine ou à l'étranger, il y a simplement une légitime aspiration à la liberté, à la vie.

Pour eux tous, pour tous les Centrafricains, vous, mes frères et sœurs le savez mieux que quiconque, la priorité est que la République Centrafricaine renaisse de nouveau à la vie ; que le peuple centrafricain, réconcilié avec lui-même, retrouve son unité ; que l'Etat soit au plus vite restauré dans sa responsabilité impartiale, dans son incontestable autorité, dans son entière souveraineté ; qu'enfin le pays retrouve, dans la sécurité de chacun et de tous, la voie de la stabilité et du développement.

Pour le peuple centrafricain qui nous regarde, la solution est dans cette salle. La solution, c'est vous qui l'avez. Puisqu'il vous a investis de son espoir et de sa confiance,

il attend et espère que vous ne trahirez ni l'un ni l'autre.

### Chers frères et sœurs,

Le chemin est certainement long et ardu, mais le succès est à votre portée. Parce que vous tous avez la même volonté. En commençant par vous-même, Madame la Présidente, dont l'abnégation et la détermination dans la conduite de la Transition sont unanimement reconnues et saluées. Je vous en félicite.

Le succès est à votre portée parce que la dynamique de paix et d'unité est soutenue par l'ensemble du peuple qui l'a fortement et clairement exprimé au cours des consultations populaires à la base, prélude à ce Forum.

Ces consultations, expression sincère et plurielle du peuple profond, ont été, de l'avis de tous, une réussite éclatante. Elles ont émis des besoins, formulé des propositions et des suggestions aussi pertinentes les unes que les autres. L'ensemble de ces desiderata doit être une source d'inspiration, d'orientation et d'éclairage pour ces assises. Vous devez donc en faire le meilleur profit possible.

Pour l'essentiel, les populations attendent du Forum et de l'ensemble des décideurs :

l'application effective des accords de cessez-le-feu de Brazzaville ; la refondation des forces de défense et de sécurité ; le lancement du processus de désarmement, de démobilisation et de réinsertion des ex-combattants ; des résolutions et des mesures fortes devant aider à la refondation de la Nation centrafricaine.

Au nombre de ces attentes qui sont autant de défis à relever, il y a l'organisation des élections. C'est un défi majeur, c'est un défi urgent. En même temps que le peuple centrafricain, tous nos partenaires requièrent que les élections aient lieu dans les délais prévus afin que la Transition ne déborde plus de l'ultime terme qui lui a été prescrit. Aussi, au sortir du Forum, sans tergiversations, sans atermoiements, la priorité doit être donnée à l'organisation des élections.

### Chers Frères et sœurs,

Je voudrais, à ce stade de mon propos, rappeler que la recherche du consensus inclusif à laquelle j'appelle l'ensemble des acteurs politiques et de la société civile n'est pas incompatible avec la justice. Ce n'est pas un appel à l'impunité. Dans cette démarche, je le dis pour la Centrafrique, comme je l'ai dit pour mon propre pays, nous devons veiller à associer tous ceux qui sont en mesure d'apporter leur pierre à la construction de la maison commune. A travers le monde et l'histoire, des exemples ne manquent pas pour soutenir cette sage prudence.

Je me dois maintenant de saluer la solidarité constante des pays de la sous-région en faveur de la Centrafrique. Même ceux qui sont en première ligne dans la lutte contre le groupe terroriste Boko Haram ne se sont pas exonérés de leur devoir. Ils continuent, malgré tout, à apporter leur soutien multiforme à votre pays.

De même le G8 Bangui, composé notamment de la France, des Etats-Unis d'Amérique, de l'ONU, de l'Union Européenne, de la Banque Mondiale, de l'Union Africaine et de la CEEAC et l'ensemble des partenaires membres du Groupe International de Contact sur la République Centrafricaine, méritent nos félicitations, nos encouragements et notre reconnaissance pour leur soutien exemplaire et permanent à la Transition centrafricaine.

Grâce à la solidarité internationale, la République Centrafricaine n'a pas été abandonnée à son triste sort. En l'espace d'une année, trois (3) forces internationales se sont succédées dans ce pays. La MICOPAX pour le compte de la CEEAC a laissé sa place à la MISCA sous conduite de l'Union Africaine, elle-même remplacée par une force onusienne, la MINUSCA. Sans compter la force française Sangaris et celle de l'Union Européenne EUROR-RCA qui vient d'achever sa mission.

En rendant hommage à ces soldats de la paix, je voudrais vous inviter à ne pas décevoir les espoirs de tous ces partenaires qui demeurent engagés à vos côtés. Il en est de même de la grande espérance de vos compatriotes qui attendent de ce Forum des conclusions heureuses.

Je vous exhorte à œuvrer au cours de ces assises à la recherche des meilleures thérapies susceptibles de conjurer définitivement les démons de la division et de l'autodestruction qui ont longtemps annihilé, dans ce pays, tout effort de développement économique et social, et d'évolution démocratique.

Je vous demande, pour éviter de créer artificiellement une autre crise, de respecter rigoureusement les textes qui régissent la Transition, et surtout de ne procéder à aucune remise en cause des institutions. Faites bien attention car c'est souvent au port que les navires chavirent.

Vous êtes donc réunis pour impulser à la République Centrafricaine un nouveau départ. J'espère avec vous que celui-ci est le bon. Parce que, dans un passé récent, il y a eu des rendez-vous manqués. Trop de rendez-vous manqués.

Nous vous invitons à entrer dans ces assises nationales dans un esprit de tolérance, de respect, de responsabilité, en ne pensant qu'à l'intérêt général. Faites en sorte que ce jour, 4 mai 2015 devienne un repère qui marque la fin d'une époque qui soit à jamais révolue, celle des coups d'Etat et des rebellions, et ouvre une ère nouvelle de paix, de fraternité et de solidarité pour le peuple centrafricain.

Faites triompher définitivement la paix sur la peur, et l'unité sur la discorde pour que renaisse et vive à jamais la République Centrafricaine !  
Plein succès à vos travaux.

**Je vous remercie.**

**Assurances et Réassurances du Congo**

*Une équipe jeune et dynamique à l'écoute de vos besoins*

Assurance Incendie	Assurance Eclairage
Assurance Transport	Assurance Combustion
Assurance Multirisques Habitation	Assurance Médicale
Assurance Glaces Voiture	Assurance Voyage
Assurance Responsabilité Civile	Assurance Entreprise

Agence K17 - Avenue de la République - Brazzaville - Tél : +242 33 89 12 88 / 11 08 16 38  
Agence P18 - 128, Avenue de la Liberté - Libreville - Tél : +242 02 281 40 43 / 99 02 88  
Email : ardc@arcd.com.cg - www.arcd.com.cg



## FORUM DE BANGUI

## Les participants entrent dans le vif du sujet

Après la répartition le mardi 5 mai dernier, des participants dans les commissions et sous-commissions, tour à tour des victimes et leaders de groupes armés, politiques, responsables de la société civile sont montés à la tribune pour dénoncer la souffrance du peuple centrafricain, les causes profondes de la crise avant d'appeler au pardon et à la réconciliation.

En l'espace de trois décennies de son histoire, la Centrafrique a connu environ une dizaine de dialogues de paix. Mais les recommandations assorties de ces rencontres citoyennes, ne sont malheureusement pas suivies d'effets. « Vous êtes donc réunis pour impulser à la République centrafricaine un nouveau départ. J'espère avec vous que celui-ci est le bon. », a lancé à l'endroit des participants lundi à l'ouverture du forum le président Denis Sassou N'Gouesso, médiateur dans la crise centrafricaine.

Témoignant en qualité de victime des atrocités, Olga Mouté, une ressortissante

de la préfecture de l'Ouham (région natale de l'ancien président François Bozizé) a raconté la souffrance que sa famille et elle ont subie, avant d'appeler au pardon. « Dans la sous-préfecture de Bouca, il y a eu beaucoup de dégâts. Ce sont les musulmans de la Séléka qui sont venus distribuer des armes et c'est comme ça qu'on a tué au moins 750 chrétiens, brûlé 1 500 maisons. On a tué ma mère, mes parents, mais j'ai décidé de pardonner parce qu'il faut pardonner pour tout recommencer. », a-t-elle confié.

Les interventions des leaders politiques et des groupes armés ont été les plus pro-

fondes: Auguste Boucanga, candidat de l'URD à la présidentielle de 2005, a pointé du doigt l'Etat français. « La France est à l'origine des maux du pays. », a-t-il dit. Il a estimé que si la Centrafrique a plongé dans ce chaos, c'est à cause de la richesse minière du pays qu'elle a toujours enviée. Si le pays est en perpétuel conflit, c'est parce que la France s'est toujours opposée à l'exploitation « du pétrole, de l'uranium de Bakouma, ainsi que de la cimenterie de Nzilla » qui sont des biens du peuple centrafricain.

Il a été soutenu dans cette logique, par la déléguée de la préfecture de Bamingui

Bangoron (nord-est), Alima Aziza, qui a imploré les Centrafriens à être vigilants sur « les ressources minières facteurs de multiples crises dans le pays ». Mouhamar Begué Bossin, leader du Front populaire «ZO KWE ZO» du feu président fondateur de la RCA, Barthélemy Boganda, a quant à lui dénoncé des velléités néocoloniales.

Faisant lui aussi le diagnostic de la situation centrafricaine, le délégué des ex-Séléka, Herbert Gotron Djono-Aba, a formulé les vœux des ressortissants du Nord notamment des populations musulmanes longtemps oubliées par Bangui: « La faible représentativité des musulmans dans les postes politiques, le non-respect des fêtes musulmanes, l'absence de l'Etat dans les

régions du Nord, le déficit en infrastructures éducatives, routières dans cette partie de la RCA », sont selon lui, à l'origine de leurs mécontentements.

La journée du mardi 5 mai, a été marquée par la mise en place des commissions chargées de conduire les discussions. Quatre commissions ont alors été constituées, répondant aux quatre grandes thématiques retenues pour cet événement national : les commissions justice et réconciliation, paix et sécurité, gouvernance et la commission développement économique et social. Les débats se poursuivent et prendront fin le 11 mai prochain, avec sans doute, la signature des recommandations et nouveaux engagements politiques.

Fiacre Kombo

## BANGUI

## Huit groupes armés s'engagent à libérer des enfants soldats

Sur initiative du Fond des Nations unies pour l'enfance (Unicef), et le gouvernement centrafricain, huit groupes politico militaires ont signé ce mardi un engagement pour démobiliser des enfants impliqués dans le conflit. Une activité réalisée en marge des travaux du Forum de Bangui.

La cérémonie de signature de cet engagement s'est déroulée au palais du Conseil national de transition (Cnt). Les signataires de ce document sont entre autres Gotron Djono Aba, du RPRC, une faction de la Séléka, Arnel Ningatoloum Sayo, du Mouvement révolution justice, Patrice Edouard Ngaissona des Anti-Balaka,

Mouhamed Daffhane, le représentant de l'Union des forces républicaines, un représentant du Fprc; ces deux derniers sont tous de l'ex-Séléka.

Le représentant du secré-

tafrrique. En signant ce document, la résolution 1464 doit être mise en application pour protéger les enfants de leurs droits ». Et d'ajouter « Travaillons ensemble pour un avenir

tous les plans pour un avenir meilleur. Des actions initiées par l'Unicef doivent être pérennisées et ceci par le concours de tout le monde, pour aider ces enfants à avoir un avenir meilleur ».

Le document signé a été élaboré après le forum des enfants tenu à Bangui du 12 au 13 mars 2015. Toutefois la date de libération des enfants associés aux groupes armés demeure inconnue. Plus de 10.000 enfants ont été recensés dans les rangs des groupes armés en Centrafrique.

« Plusieurs milliers d'enfants sont au service des groupes armés en Centrafrique. En signant ce document, la résolution 1464 doit être mise en application pour protéger les enfants de leurs droits »

taire général des Nations unies en Centrafrique Babakar Gaye a précisé que, « plusieurs milliers d'enfants sont au service des groupes armés en Cen-

trafrrique. En signant ce document, la résolution 1464 doit être mise en application pour protéger les enfants de leurs droits ».

Selon la ministre d'Etat à la Défense, Marie-Noëlle Koyara, « les enfants ont besoin de l'épanouissement sur

## BOUAR

## Une journée dite de paix a permis de réconcilier la jeunesse chrétienne et musulmane

Plusieurs manifestations ont marqué cette journée. Deux groupes ont signé un pacte, symbolisant le pardon et la réconciliation, en présence des responsables des ONG, Stabilisation des communautés vulnérables (SVC) et Mercy Corps de Bouar.

Les acteurs de cette activité ont procédé à des lavements de pieds. Une marche de paix a été également organisée pour sceller ce moment. Celle-ci a regroupé tous les six arrondissements de la ville

de Bouar. Les manifestants ont quitté leurs arrondissements respectifs pour se retrouver devant la place du défilé au centre-ville, où le pacte d'alliance a été signé. Elle a vu également la participation des conducteurs des taxis-motos. « Ce geste est un moyen qui doit servir d'exemple aux autres jeunes de la République Centrafricaine », a dit le président des chargeurs Mborohoul Florentin, qui relève par ailleurs que la cohésion sociale a toujours existé

entre les jeunes chrétiens et musulmans de la ville de Bouar.

Le président de la jeunesse islamique, Bako Mamadou, n'a pas caché ses sentiments de satisfaction. Selon lui, les jeunes doivent dire non à la division, à la guerre et à la haine, « car ils représentent la pierre de lance pour le développement du pays ». Prince Dondia, assistant du programme SVC à Mercy Corps Bouar, a relevé l'importance de cette manifestation.

Selon lui, la jeunesse se retrouve ce jour pour montrer aux yeux de l'opinion nationale et internationale que la Nana-Mambéré est une et indivisible en dehors de ses diversités socioculturelles.

Il a par ailleurs noté que la jeunesse veut à travers cette activité participer réellement à une partie de l'histoire de la refondation de la République centrafricaine, déchirée par les guerres, le tribalisme, la division, la haine depuis plus d'une décennie.

## NDELE

## Tentative de braquage à la base de l'ONG DRC

L'acte s'était produit dans la nuit du 2 mai 2015, par les personnes habillées en tenue militaire, soupçonnées appartenir au colonel Mare, installé à 120 kilomètres de la ville de Ndele depuis trois mois. Selon une source sûre, le samedi 2 mai, les deux présumés sont allés braquer une moto. Aussitôt, le propriétaire avait alerté la population. Pour dissuader la foule, les deux braqueurs ont effectué des tirs de sommation qui ont fait un blessé parmi la foule et la victime se trouve actuellement à l'hôpital.

Une autre source indique qu'après avoir commis ce forfait, les deux présumés se sont rendus à la base du Conseil danois pour les réfugiés (DRC) pour un autre acte avant d'être rattrapés par les gardiens.

D'après une source de la gendarmerie, les deux présumés braqueurs se trouvent dans les locaux de la brigade de Gendarmerie de Ndele pour nécessité d'enquête. Le braquage perpétré par des hommes armés est devenu monnaie courante dans la ville de Ndele, signale-t-on.

Source : Réseau des journalistes centrafricain pour les Droits de l'Homme



## MAROC

## Casablanca accueille la 1<sup>ère</sup> édition d'Arkane Afrika

Casablanca (Maroc) accueille la 1<sup>ère</sup> édition d'Arkane Afrika du 5 au 12 mai, avec comme invité d'honneur, le styliste d'origine nigérienne Alphadi, également président du Festival international de la mode africaine.

Arkane Afrika est décrite comme étant la grande exposition de l'art contemporain en Afrique. C'est une exposition qui réunira les œuvres d'une cinquantaine d'artistes du continent africain. La 1<sup>ère</sup> question à laquelle tentera de répondre l'événement est : que peut représenter le patrimoine écologique et culturel d'Afrique face à la mondialisation.

Qu'ils soient du Maroc, de Tunisie, d'Algérie, d'Égypte, de Libye, de Côte d'Ivoire, du Burkina Faso, du Sénégal, du Soudan, du Nigeria, du Gabon, du Cameroun, du Niger ou d'ailleurs, les artistes présents veulent faire d'Arkane Afrika le rendez-vous des créations africaines contemporaines, en présence d'Alphadi.

Pour les organisateurs, c'est un événement unique regroupant des artistes africains de notoriété internationale dans l'art contemporain. Arkane Afrika vise « à rendre hommage à l'art et à son pouvoir de créer une symbiose entre les êtres humains de toutes les tendances et de toutes les origines », indiquent les organisateurs.

L'événement va mettre en valeur 6 domaines de l'art contemporain : la peinture, la sculpture, la photographie, la vidéo artistique, l'installation et la performance. Se voulant ainsi être un « espace privilégié de communication et d'échanges qui traduit le dynamisme relatif et la place de l'art dans la culture africaine. Un lieu de convergence, de synergie, de réflexion entre artistes, collectionneurs, passionnés et amateurs d'art contemporain, critiques et journalistes ».

Noël Ndong

## DISTINCTION

## Le romancier algérien Kamel Daoud, Prix Goncourt du premier roman

Invité sur le Stand Livres et Auteurs du Bassin du Congo en mars dernier lors du Salon du livre de Paris, le romancier algérien Kamel Daoud a obtenu, le mardi 5 mai à Paris, le Prix Goncourt du premier roman

Les visiteurs du Stand Livres et Auteurs du Bassin du Congo se souviennent encore de la programmation du 21 mars à 18

h, de la table ronde intitulée « Présentation du Prix des cinq continents et de la création du comité de lecture Congo par l'OIF ». À cette table modé-

rie par Yvan Amar de RFI, un intervenant sous « haute surveillance » : Kamel Daoud, car visé par une fatwa en Algérie ! Comme support de son intervention, le roman « Mersault, contre-enquête », paru chez Barzakh puis Actes Sud.

À l'annonce du jury littéraire, c'est donc Kamel Daoud qui a obtenu le prix Goncourt du Pre-

mière personne du singulier» (Points) et le Belge William Cliff pour la poésie.

Mersault, contre-enquête est une méditation sur l'identité algérienne contemporaine. Le livre de Kamel Daoud est écrit à l'image du célèbre roman d'Albert Camus *L'Étranger* (1942) et était déjà finaliste du Goncourt à l'automne dernier. Il a aussi reçu le Prix des cinq continents de la francophonie et le prix François Mauriac.

« Je ne suis pas l'homme d'un seul livre, contrairement à ce qu'on croit, parce que je pense que cela mène à deux maladies : soit la vanité, soit une guerre de religion », a déclaré Kamel Daoud lors de la réception de son prix. Le romancier de 44 ans avait exprimé publiquement à l'automne dernier sa déception de ne pas avoir reçu le prix Goncourt.

Le «Prix Goncourt du premier roman» est une distinction décernée chaque année depuis 2009 en marge du «Prix Goncourt» par l'Académie Goncourt. Il prend la suite des «Bourses Goncourt» fondées en 1990. Ce prix est attribué en partenariat avec la municipalité de Paris au début du printemps.

Marie Alfred Ngoma



Kamel Daoud en compagnie de Yvan Amar sur le Stand Livres et Auteurs du Bassin du Congo, SIL 2015. Crédit photo : Bedel Banga

## LUTTE CONTRE LE PALUDISME

## La société Total E&P Congo offre 800 moustiquaires imprégnées aux élèves et au personnel de l'école primaire de Djéno

La remise officielle de ces moustiquaires a eu lieu mercredi 29 avril à la dite école en présence de Dieudonné Olendet, chef de cabinet du maire du sixième arrondissement Ngoyo, du conseiller pédagogique de la circonscription de Ngoyo, des agents Total E&P Congo et du personnel de l'école primaire de Djéno

La remise des moustiquaires aux élèves et au personnel vise plusieurs objectifs, à savoir : lutter contre le taux d'absentéisme des élèves pour motif de paludisme, impliquer l'école par ses acteurs dans le combat contre le paludisme, lutter contre la mortalité due au paludisme, sensibiliser les enseignants et les élèves sur les dangers du paludisme, et autres.

Ainsi, exprimant pour sa part l'importance de ce don pour le personnel et les élèves, Chimène MBANI Audrey, directrice de l'école primaire de Djéno, a expliqué que la société Totale E&P Congo a toujours mené, depuis quelques années, plusieurs actions bénéfiques au profit de son école. « Les moustiquaires imprégnées profiteront au 734 élèves que compte l'école primaire de Djéno, ce don constitue un geste humain de grande portée dont le personnel et les élèves de cette école seront infiniment reconnaissants. Ces élèves, quel que soit leur âge actuel, se rappelleront un jour à l'avenir et

quand ils seront plus âgés que la société Total E&P Congo a contribué aux efforts de leur épanouissement », a-t-elle signifié. La cérémonie a également été

notamment : comment attrape-t-on le paludisme, comment le prévenir, quels sont ses principaux symptômes et autres.

finis de cours d'alphabétisation, d'un don de table-bancs et de matériel didactique. Cet événement, comme le soutien



marquée par l'affichage des messages de sensibilisation, la lecture et la distribution des prospectus, accompagnés d'une comédie mettant en scène les dangers liés à la pandémie du paludisme. Les élèves ont, au cours de cette cérémonie, été éduqués sur la prévention contre le paludisme,

Rappelons que l'école primaire de Djéno a été créée en 1973, en plus de la distribution de ces moustiquaires, cette école a fait l'objet d'une réhabilitation des salles de classes et des logements des enseignants, d'une installation de lampes solaires pour l'éclairage des salles de classes, aux

apporté à la Fondation Congolaise pour la Recherche Médicale (FCRM), avec la participation à la cérémonie de remise du prix du Meilleur technicien de laboratoire, marque l'engagement sociétal de Total E&P Congo pour la lutte contre le paludisme et les autres pandémies.



## AFFLUX DES REFUGIÉS BURUNDAIS AU SUD-KIVU

## Des mesures s'imposent pour éviter l'éclosion des épidémies

**Le risque de flambées de choléra dans cette zone endémique qui enregistre déjà 660 cas en moyenne mensuelle est perceptible.**

La RDC continue de subir les conséquences des manifestations populaires au Burundi contre la candidature du président Pierre Nkurunziza pour un troisième mandat à la magistrature suprême. De milliers des Burundais traversent chaque jour la frontière congolaise pour trouver refuge dans la province du Sud-Kivu. À l'heure qu'il est, il se pose un sérieux problème de prise en charge humanitaire de ces réfugiés qui se comptent par milliers. Le flux des ressortissants burundais fuyant les violences dans leur pays est canalisé vers les territoires d'Uvira et Fizi où les structures d'accueil sont quasi inexistantes.

En outre, cette situation survient dans un contexte humanitaire particulièrement très critique. Et pour cause ? Les deux territoires précités venaient sous peu d'être secoués par des catastrophes naturelles violentes ayant causé d'énormes dégâts tant humains que matériels. Les fortes pluies qui se sont abattues dans ces contrées vers le début du mois d'avril ont littéralement détruit ce qu'il en restait encore d'infrastructures de base susceptibles de gérer de tels cas. Déjà les besoins urgents pour les familles sinistrées s'exprimaient en termes d'articles ménagers essentiels et d'abris emportés par les pluies. L'afflux de ces réfugiés burundais hébergés dans des familles burundaises arrivées précédemment dans les territoires d'Uvira et de Fizi est venu, comme qui dirait, compliquer la donne. Dans cette région fragilisée en manque de latrines et confrontée à divers problèmes hygiéniques, le risque de flambée de cholera est à craindre lorsqu'on sait que 660 cas en moyenne mensuelle y sont enregistrés.

L'apport des acteurs humanitaires et des autorités provinciales ainsi que du gouvernement central est plus qu'indispensable pour canaliser l'arrivée massive des réfugiés burundais au Sud-Kivu. Des dispositions et des mesures doivent impérativement être prises pour épargner la population congolaise d'autres calamités supplémentaires. Pour sa part, le Haut commissariat aux réfugiés songe à construire un camp de réfugiés pour faire face à cet afflux. Des statistiques fournies par le Bureau de coordination des affaires humanitaires des Nations unies (OCHA) indiquaient déjà qu'à la date du 21 avril dernier, 2 740 réfugiés burundais avaient traversé la frontière pour gagner la RDC.

Alain Diasso

## RÉFUGIÉS BURUNDAIS DANS LES GRANDS LACS

## La Commission européenne débloque 1,5 million d'euros

**L'aide est une réponse à leurs besoins humanitaires immédiats en termes d'assistance et de protection dans leurs pays d'accueil.**

La Commission européenne (CE) vient d'allouer 1,5 million d'euros en réponse aux besoins humanitaires immédiats en termes d'assistance et de protection des réfugiés burundais dans les pays avoisinants. Ce financement fait partie, selon un communiqué de cette structure en RDC, des 47 millions d'euros prévus pour la région des Grands lacs en 2015. Il constitue également, selon la CE, la conséquence du nombre rapidement croissant de réfugiés fuyant leur pays vers des pays voisins durant les dernières semaines. « Ce déplacement soudain et massif, très préoccupant pour une région déjà fragilisée, est une tragédie humanitaire et un défi pour les pays voisins quant à leur capacité à accueillir les réfugiés », a déclaré le commissaire européen chargé de l'aide humanitaire et de la gestion des crises, Christos Stylianides.

Il est, en effet, noté que le Rwanda, la République démocratique du Congo et la Tanzanie font face à un flux de réfugiés venant du Burundi. Ces derniers avouent avoir fui leurs pays à cause de l'intimidation, des menaces, ou la peur de la violence.

La CE estime à plus de trente mille, le nombre de personnes, majoritairement des femmes et des enfants, ayant déjà fui le pays. Mais elle a également émis la crainte que ce chiffre puisse encore croître. « Rien qu'au Rwanda, plus de 24 700 nouveaux réfugiés étaient déjà comptabilisés au 3 mai », est-il souligné.

Lucien Dianzenza

## DÉVELOPPEMENT DURABLE

## L'élite intellectuelle lance le débat dès ce jeudi

**L'Université de Kinshasa (Unikin) abritera du 7 au 9 mai le premier congrès international sur les stratégies et les enjeux de l'essor économique dans le secteur environnemental en RDC.**

Selon les informations en notre possession, il s'agit d'une rencontre organisée par l'ONG Biogenèse établie à l'Unikin. L'on précise également la pleine collaboration de la Faculté des sciences de l'Unikin. Le congrès portera sur un thème très évocateur dans un contexte de profonde mutation de la société congolaise

sous l'impulsion d'une économie affichant une croissance robuste ces trois dernières années. Aussi les organisateurs ont-ils pensé lancer le débat sur les pistes de solution capables d'aider les décideurs à renforcer la bonne gouvernance dans le secteur environnemental du reste très stratégique pour le développement du pays.

En effet, beaucoup d'analystes voient cette initiative comme une opportunité offerte aux communautés africaines et internationales de faire des propositions sur les différentes réponses possibles à la

crise environnementale. Parmi les participants, l'on annonce la présence non seulement des professeurs d'université mais aussi des experts et étudiants. Il y aura des délégations provenant des ministères concernés par la question environnementale. Au cours des trois jours d'échanges, il est prévu le développement de plusieurs sous-thèmes. Pour rappel, les travaux se tiendront sous le patronage du ministère de l'Enseignement supérieur et universitaire.

Laurent Essolomwa

## SANTÉ

## Un médecin s'oppose à la vaccination de son enfant

**C'est rare de voir qu'un professionnel de santé, de surcroît un médecin, puisse refuser que son enfant soit vacciné. Et pourtant, c'est bien ce qui vient de se passer à Matadi dans la province du Kongo-central.**

Dans le cadre de la commémoration de la semaine africaine de vaccination du 27 avril au 2 mai sur le thème « Communautés vaccinées, communautés sauvées », six provinces de la RDC ont organisé des journées locales de vaccination contre la polio intégrée à la supplémentation en vitamine A et au déparasitage au mebendazole. Il s'agit du Nord-Kivu, Kinshasa, Equateur, Bandundu, Province-Orientale et Kongo-central, ex-Bas-Congo.

Dans la province du Kongo-central, dans la zone de Santé de Matadi, si globalement la campagne de vaccination des enfants contre la polio s'est bien déroulée, comme l'a déclaré le ministre provinciale à la Santé, le Pr Mambu Niangi, à l'issue de la réunion du comité provincial de coordination qu'elle a présidée dans la salle de réunion de la Direction

provinciale du programme élargi de vaccination, on a toutefois noté des cas de résistance dans les neuf aires de santé de la zone de santé de Matadi, notamment dans l'aire de santé de Mpozo, Hygiène B, Soyo.

Mais tous ces cas de refus ont été récupérés parce qu'après la descente du médecin chef de zone de Matadi, par exemple à l'aire de santé Hygiène B au quartier Nsanza ditumba, des enfants dont les parents avaient refusé qu'ils soient vaccinés l'ont été. Dans la zone de santé de Nzanza treize cas de refus ont tous été récupérés. Treize autres cas de résistance ont été signalés dans la zone de santé de Nzanza dans le district sanitaire de Matadi. Mais ils ont tous été récupérés. Il s'agit de l'aire de santé de Banana où six enfants ont été vaccinés, Epon deux enfants, Baobab trois enfants, Kitomesa un enfant et Nzinga lutete, un enfant.

Cependant le cas de refus, qui a suscité plus de bruit dans la ville de Matadi, est celui d'un chirurgien-dentiste. Celui-ci a tout simplement refusé que son enfant soit vacciné contre la polio. Les vaccinateurs qui s'étaient rendus en sa résidence ont

été surpris de constater qu'un professionnel de santé puisse s'opposer à la vaccination. Le cas a été rapporté à la réunion du soir du comité local de coordination.

À l'issue de cette réunion, le médecin chef de zone, le Dr Goethe Makindu, décidera le lendemain d'aller voir son collègue. Mais quelle ne sera pas la surprise de l'équipe qui accompagnait le médecin chef de zone de Matadi ? La femme reçoit froidement le collègue de son mari. A la fin, l'équipe du médecin chef de zone de Matadi a été éconduite par l'épouse du chirurgien-dentiste qui a refusé de prêter attention aux explications de la superviseuse provinciale du programme national de nutrition.

Toutes tentatives pour vacciner l'enfant du chirurgien-dentiste se sont avérées sans succès. Car, joint au téléphone par le chef de division provincial à la santé, le Dr Jacques Kimfuta, le chirurgien-dentiste fait savoir qu'il est à Kinshasa. Jusqu'au dernier jour de la campagne de vaccination, l'enfant du médecin n'a pas malheureusement été vacciné.

Aline Nzuzi

## Organisation des journées locales de vaccination contre la polio au Kongo-central

**Dans le cadre de la semaine africaine de vaccination (SAV), placée sur le thème « Communautés vaccinées, communautés sauvées », avec comme slogan « La vaccination un don pour la vie », célébrée du 27 avril au 2 mai, la RDC a organisé des activités dont l'introduction du nouveau vaccin polio inactivé (VPI), en remplacement du vaccin polio oral (VPO) dans la vaccination de routine. Ce nouveau vaccin ne sera administré qu'aux enfants âgés de quatorze semaines ou trois mois et demi.**

S'agissant des journées locales de vaccination organisées par le ministère de la Santé publique, à travers son programme élargi de vaccination (PEV) grâce à l'appui des partenaires tels que l'Unicef et l'OMS, les provinces du Kongo-central, ex-Bas-Congo, de l'Equateur, du Nord-Kivu, du Bandundu, de Kinshasa et de la Province Orientale viennent d'organiser des campagnes de vaccination de masse. Au cours de ces journées, des enfants de zéro à cinq ans ont été vaccinés contre la polio, ceux de six mois à

cinq ans ont été supplémentés en vitamine A, tandis que ceux d'un an à cinq ans ont été déparasités au mebendazole.

Les journées locales de vaccination dans la province du Kongo-central, organisées du 30 avril au 2 mai, fait savoir le chef de la division provinciale à la santé, le Dr Jacques Kimfuta, près de deux millions d'enfants ont été ciblés pour être vaccinés contre la polio, près d'un million cinq cent mille enfants devraient être supplémentés en vitamine A. Et pour le déparasitage au mebendazole, un million quatre cents enfants âgés d'un an à cinq ans ont été attendus. Cent six équipes de vaccinateurs ont été mobilisées pour attendre tous les enfants, même ceux vivant dans les coins d'accès difficile.

La ville de Matadi qui comprend deux grandes zones de santé, à savoir Matadi et Nzanza, qui comprennent chacune neuf aires de santé, n'a pas été en marge de cette campagne. Pour la zone de santé de Matadi, le médecin chef de zone a laissé entendre que trente-six mille cent vingt-trois enfants âgés de zéro à cinq ans étaient ciblés pour

recevoir le vaccin polio oral; trente-deux mille trois cents devaient être supplémentés à la vitamine A contre vingt-huit mille quatre cent septante-huit à déparasiter au mebendazole. En dépit de la chaleur qui caractérise la ville de Matadi, des vaccinateurs ont été déployés dans tous les coins allant de maison en maison pour vacciner les enfants contre la polio, cette maladie qui ne peut être évitée que grâce à la vaccination parce qu'il n'existe pas de traitement spécifique.

Durant cette campagne de vaccination, même les enfants dits zéro dose ont été vaccinés, ces enfants qui n'avaient reçu aucun vaccin depuis leur naissance, comme dans l'aire de santé de Soyo où un bébé de six mois zéro dose a été vacciné. Les enfants, qui avaient aussi échappé aux campagnes précédentes de vaccination, ont reçu les deux gouttes de vaccin polio oral. Le seul objectif étant celui d'arrêter la circulation du polio virus sauvage en renforçant par la vaccination l'immunité individuelle et collective de l'enfant pour le protéger contre la polio.

A.Nz.



## MÉDIAS

## FFJ pour le report de la décision sur la mutation à la télévision numérique

L'ONG sollicite un moratoire de trois mois afin de permettre une sensibilisation de la population et une bonne préparation des télévisions congolaises à ce basculement.



Des antennes de télévision sur le toit d'une maison

Dans une lettre adressée le 5 mai au vice-Premier ministre et ministre chargé de Postes, Téléphones et Nouvelles technologies de l'Information et de la Communication (PT-NTIC), Thomas Luhaka, l'association de défense de la liberté de la presse et du droit à l'information, Freedom for journalist-@frique (FFJ-@frique) lui a demandé d'accorder un moratoire de trois mois pour la mutation de la télévision analogique à la télévision numérique. « FFJ-@frique estime que les Congolais, consommateurs de l'information comme les impénétrants n'ont pas été suffisamment sensibilisés à ce basculement technologique qui va, vous le savez sans doute, avoir un effet d'entraînement sur le cordon de la bourse du Congolais lambda », a écrit l'organisation.

Pour FFJ-@frique, « cette décision, prise à la va-vite, s'apparente à une démarche autoritaire plutôt que citoyenne au regard du temps court donné aussi aux opérateurs du secteur de l'audiovisuel qu'à l'ensemble de la population, déjà laminée par la précarité de la vie ». Il est rappelé que la mutation de la télévision analogique à la télévision numérique a officiellement été prévue pour le 17 juin.

Lucien Dianzenza

## CINÉMA

## Made in Kin met un coup de projecteur sur les bus 207

Le tout nouveau documentaire réalisé par Blaise Basomboli sur ce véhicule qui a mauvaise presse à Kinshasa est à l'affiche le 7 mai à 19 heures à l'Institut français pour une première projection publique.

La première projection congolaise et kinoise de Made in Kin prévue en présence du réalisateur Blaise Basomboli a été annoncée dans les détours du point de presse organisé en fin de matinée par la Halle de la Gombe. Pour peu que l'on dise, le film semble déjà susciter la curiosité de plusieurs. En effet, à Kinshasa il n'y a pas de bus plus populaire que les Mercedes 207, les fameux « Esprits de mort ». Connus de réputation au-delà des frontières congolaises, ce moyen de transport en commun tristement rebaptisé de la sorte a fini par inspirer plusieurs œuvres artistiques. C'est dire qu'après les peintures, les nombreux airs entendus qui y font allusion, les pièces de théâtre qui évoquent « le phénomène » et les écrits qui en font écho tant dans la presse que dans la littérature, le document Made in Kin qui lui est ainsi consacré complète le tableau. Du reste, ce n'est pas par hasard que le gouvernement a choisi de nommer « Esprit de vie » chacun des nouveaux bus de marque Hyundai mis en circulation au dernier trimestre de l'an dernier. Une façon de mettre



Un extrait du film Made in Kin

en exergue le caractère malfaisant de ces engins que l'on retrouve quasiment sur toutes les artères de la capitale. Pourtant nul n'ignore que malgré tout, jusqu'ici, ils aidaient de façon notable à combler la carence des moyens de transport public dans la mégapole qui compte plusieurs millions d'âmes.

Mais qu'à cela ne tienne, même la population à qui elle rend de « fiers services » ne se garde pas de s'en plaindre. En effet, il n'est pas étonnant que les 207 souvent rafistolés comme ils le sont « causent de nombreux accidents à travers la ville », comme le soutient le synopsis du film. Ce serait donc faute de mieux et malgré eux, conscients du danger encou-

ru que les Kinois continuent de l'emprunter la mort dans l'âme et non de gaieté de cœur. D'où d'ailleurs le surnom vite popularisé « Esprits de mort » qui leur colle à la peau depuis quelques années déjà. Aussi, l'on comprend que rien n'y fasse alors même que le gérant d'une entreprise privée de « 207 » a pris l'option personnelle de rebaptiser l'un d'entre eux « Esprit d'amour ». Si pour le réalisateur, cela passe pour une tentative légitime à faire bonne figure pensant de la sorte « conjurer l'esprit de mort », à voir les railleries que le bus suscite au contraire à sa vue, il est clair qu'il lui sera « difficile d'y arriver ».

Nioni Masela

## INTERVIEW

## Yves Diba : « Le stage à Dubai a été une opportunité pour moi d'assumer mon rôle de doyen en sélection... »

Yves Diba Ilunga a participé, fin mars à Dubaï, au stage des Léopards de la RDC sous la houlette du sélectionneur Florent Ibenge. Il s'exprime en exclusivité sur l'affluence des binationaux, hier hésitants, mais aujourd'hui de plus en plus intéressés à jouer pour le pays d'origine de leurs parents. Il évoque aussi sa saison en club.

Les Dépêches de Brazzaville : Yves Diba, vous avez été éloigné du terrain pendant quelques semaines pour cause de blessure. Vous effectuez un bon retour dans le groupe d'Al Saliya ?

Yves Diba : La blessure au métatarse m'a privé du terrain du décembre 2013 à mars 2014. Mais je suis revenu bien en forme. Après ce n'était plus question de vilaine blessure, juste des pépins musculaires du fait de surmenage, parce que j'ai travaillé durement et même exagérément pour revenir vite en forme. Depuis mon retour à Al Saliyah en décembre 2014, je n'ai subi aucune pression. Car on connaît toutes mes qualités à exploiter en pointe, tout comme sur le côté gauche où je me sens aussi à l'aise.

LDB : Les statistiques comptent beaucoup dans le foot aujourd'hui. Combien d'apparitions

depuis votre retour de blessure ? Et combien buts marqués et des passes décisives (assists) ?

Y.D. : Les statistiques sont moyennes par rapport à la saison précédente. En sept matches, j'ai marqué trois buts et délivré quatre assists qui pouvaient atteindre même dix si Islam Jemaa (international algérien) avait plus de chance à les concrétiser. Certes, je n'ai pas inscrit beaucoup de buts, mais il y a ma satisfaction de retrouver la capacité à éliminer mon adversaire en un contre un, et de délivrer des passes décisives pour répondre aux attentes de l'entraîneur qui me fait jouer souvent sur les cotés.

LDB : Al Saliya a-t-il atteint ses objectifs pour la saison qui s'achève déjà ?

Y.D. : Après un parcours trop difficile, le club a payé son erreur de changer 80% de l'ossature qui a amené l'équipe en finale de la dernière Coupe du Roi, et finir quatrième au championnat la saison dernière. Cette saison, on a dû cravacher jusqu'à la dernière journée pour assurer le maintien en terminant à la dixième position sur quatorze clubs.

LDB : Vous envisagez prolonger ou changer de club à la fin de la



Yves Diba en sélection à Dubai

saison ?

Y.D. : Concernant ma situation pour l'année prochaine, je me laisse guider par mon Dieu... Des clubs en Belgique, en France, à Dubaï, en Arabie Saoudite, et aussi quelques clubs ici au Qatar s'intéressent à moi. En homme mature, j'y réfléchis calmement.

LDB : Vous avez été rappelé par le sélectionneur Florent Ibenge des Léopards de la RDC pour le stage à Dubaï fin mars dernier. Votre sentiment de retrouver la sélection après plusieurs mois, d'au-

tant plus que vous avez été l'origine du penalty qui a occasionné l'unique but de la RDC en double confrontation avec l'Irak (2-1, 1-0) ?

Y.D. : Ce fut un plaisir énorme de retrouver une nouvelle génération, la meilleure de cette dernière décennie à mon humble avis. C'était pour moi une opportunité de faire valoir la valeur de l'ancienne génération en partance, et surtout assumer mon rôle de doyen afin d'aider les jeunes à bien s'intégrer. C'était ça ma motivation d'honorer cette sélection.

LDB : Près d'une dizaine des binationaux ont pour la première fois porté le maillot de la RDC. Votre commentaire ?

Y.D. : C'est une preuve de plus que notre nation suscite la motivation pour plus des binationaux qui hésitaient de servir leur pays d'origine. Bravo au sélectionneur Florent Ibenge et à tout son staff pour l'ampleur qu'il a redonnée à cette équipe. Je n'occulte pas la Fédération congolaise de football association (Fecofa) qui n'a pas cessé

de multiplier des efforts pour arriver à ce niveau.

LDB : La RDC a obtenu la médaille de bronze à la dernière Coupe d'Afrique des nations en Guinée Equatoriale. Beaucoup d'encre et de salive ont depuis coulé pour saluer ce résultat des Léopards. Avec du recul, qu'est-ce qui reste à améliorer afin que la RDC atteigne l'objectif fixé par le sélectionneur Florent Ibenge, d'aller plus loin que la médaille de bronze en 2017, et surtout se qualifier pour la Coupe du monde 2018 ?

Y.D. : Ces vaillants joueurs m'ont impressionné lors de leur du match contre le Congo Brazzaville ; revenir après avoir été menés zéro but à deux et gagner le match démontre qu'ils avaient un mental de fer. Du Jamais vu durant mes dix ans passés au sein de cette sélection ! J'ai été et resterai fier de cet exploit accompli par mes amis. Concernant les échéances à venir, en vrai technicien, le coach Florent Ibenge a du temps pour trouver de bons ajustements et monter une équipe des joueurs aux profils qui se complètent. Et il faudra que les joueurs l'aident en marchant dans Sa philosophie.

Martin Engimo



## INTERVIEW

## Parker Bolili : « Le taekwondo est ma passion, ma deuxième vie »

Plusieurs fois médaillée dans des compétitions nationales et internationales de taekwondo, la championne RD-congolaise, Parker Bolili, s'ouvre au public dans cet entretien exclusif.

Les Dépêches de Brazzaville : Qui est Parker Bolili ? Comment vous est venue l'idée de pratiquer le taekwondo ? Et à quand remonte vos débuts dans cet art martial ?

Parker Bolili : Je m'appelle Parker Bolili, je suis la fille de Bolili Blandine et Danny Miambanzila. Je suis née à Kinshasa, le 16 avril 1992, d'une famille de sept enfants dont six filles et un garçon. Je suis la cinquième de la famille. L'idée de faire le taekwondo, c'est depuis mon enfance. J'étais considérée comme un garçon raté. En 2007, j'ai joué au basketball comme meneuse et ailière au Basket Club Corps et ensuite au BC Dragons. Mais le basket-ball est un sport collectif. Moi, je voulais m'exprimer en solo. C'est ainsi qu'au mois de juillet 2007, je suis allée m'inscrire au taekwondo. Cela fait donc huit ans que je pratique cet art martial.

LDB : Les parents ne s'étaient-ils pas opposés à votre carrière sportive, comme c'était souvent le cas à une certaine époque, à cause des études ?

PK : Ma mère était très opposée à ce que je fasse le taekwondo. Mais le sport en général est ma passion, c'est ma deuxième vie.

Et j'aimais vraiment cette discipline. À l'école, j'avais de bonnes notes. Mes sœurs, Lisette, Nicole et Bobo Bolili, ont alors convaincu ma mère afin que je continue ma carrière sportive. C'est comme ça que j'ai obtenu l'accord de toute la famille et je vis aujourd'hui les promesses de Dieu qui se réalisent une par une.

LDB : À quand remonte vos premières participations à des compétitions nationale et internationale ? Et quelles étaient vos impressions ?

PK : Ma première compétition à l'Entente de taekwondo de Kinshasa, c'était en novembre 2007. J'avais obtenu la médaille d'argent, après avoir perdu en finale face à Linda Kilunda. J'étais jeune et sans expérience à l'époque. Après la compétition locale, j'ai fait partie de la délégation de l'équipe nationale à Cabinda en mars 2008 pour une compétition de la Cosata à l'époque, qui est aujourd'hui la Zone 4 (Afrique centrale). Je n'avais pas combattu, mais j'ai par exemple été impressionnée par la prestation de Bobo Makondo, actuellement entraîneur au Congo Brazzaville. Ensuite, j'ai participé à l'Open de Russie où j'ai remporté ma première médaille d'or. J'avais réussi mon test dans la cour des grands.

LDB : Parlez-nous de vos mérites ou médailles remportées au niveau du pays et international...



Parker Bolili concentrée avant un combat

PK : Je suis championne de la RDC de moins de 46 kg, j'ai aussi été vice-championne de Kinshasa. J'ai, par ailleurs, le titre de vice-championne d'Afrique, de championne du monde francophone, de vice-championne du monde francophone, médaillée de bronze aux qualifications olympiques, vice-championne de l'Open d'Alexandrie en Égypte, quatre fois médaillée d'or de la Zone 4 (Afrique centrale), etc.

LDB : Quel est votre point fort dans le combat ? Et votre technique préférée en taekwondo ?

PK : Mes atouts dans le combat, c'est la technique et la rapidité. Il y a plus de techniques de combat, mes préférées ce sont le « Nelio Tshagi », le « quette » et le « Koro ».

LDB : Comment jugez-vous le niveau du taekwondo en RDC ?

PK : Je pense que le niveau du taekwondo en RDC est élevé. Car la participation des athlètes RD-congolais aux compétitions internationales est à chaque fois très appréciable. Quoiqu'il y ait des résultats flatteurs, les taekwondoïns n'étaient pas pris en considération par les décideurs. Mais nos prestations parlent à notre faveur et nous gagnons progressivement leur confiance.

LDB : Et le travail de la Fédération sur l'évolution de cet art martial ?

PK : Nos dirigeants se donnent corps et âme pour l'évolution et le développement du taekwondo. Et ils recourent parfois à leurs propres moyens financiers pour nos voyages en cas de prise en charge limitée de l'État. Coup de chapeau au secrétaire général M<sup>e</sup> Kenzo Mukendi et au président Alain Badiashile, ainsi que l'ensemble de leur comité pour tout ce qu'ils font pour l'essor du taekwondo en RDC.

LDB : Vous êtes femme. Trouverez-vous du temps pour une relation amoureuse ? Et pensez-vous déjà à l'après carrière sportive ?

PK : Cela dépend des circonstances, surtout pour une athlète de haut niveau, elle peut sacrifier sa carrière pour son foyer, ou avec beaucoup de chance concilier les deux. Mais pour nous qui sommes des amateurs, nous prenons quand même part

aux compétitions de haut niveau, c'est une question d'organisation de son emploi du temps. Et beaucoup d'hommes, impatient, partent. En ce qui me concerne, mon petit ami est vraiment patient avec moi, comme l'indique son prénom ; il sait ce que j'endure, il m'encourage et me soutient dans ma carrière. J'ai 23 ans aujourd'hui et je suis une femme, ma mère veut de petits enfants de sa championne de fille. Je suis de la tribu Lokele de la Province Orientale, et les femmes Lokele sont appréciées au foyer ; je compte donc me marier bientôt et fonder une famille. Je voudrais aussi plus tard œuvrer afin qu'il y ait de grands clubs de taekwondo dans les provinces, et aussi créer une association des anciennes athlètes féminines pour soutenir celles qui vont nous succéder et les orienter afin qu'elles vivent le bonheur de cette discipline comme nous.

LDB : Un dernier mot ?

PK : Je voudrais dire en guise de conclusion qu'il n'y a jamais eu de récompense ou de trophée annuel pour les athlètes de taekwondo qui se sont distingués lors d'une saison sportive, une sorte d'Award, ici à Kinshasa. Ce serait un motif de satisfaction pour les athlètes d'être récompensés après des prestations de facture au cours d'une saison.

Martin Engimo

## Enoch Ebadu : « 'Tosi-Tosi' évoque l'Amour de Dieu, 'Horizon' parle de la Vie éternelle »

Chantre, Enoch Ebadu a sorti en 2014 l'album « Horizon », le deuxième de sa carrière après une très bonne expérimentation de l'opus « Tosi-Tosi » qui révélait l'étendue de son talent de musicien chrétien et compositeur de classe. Il livre aux Dépêches de Brazzaville la quintessence de ces deux œuvres musicales.

Les Dépêches de Brazzaville : Parlez-nous brièvement de vos débuts en musique...

Enoch Ebadu : J'ai commencé à chanter à l'Eglise vers les années 2000. Je me suis battu pour réaliser mon premier album en 2007. Le chemin était très difficile, mais je n'ai jamais baissé les bras parce que, pour moi, la musique est une vie; je me sens bien quand je suis dans la chose, bien que le revenu que l'on tire de la musique ne soit pas proportionnel aux efforts fournis.

LDB : Votre premier album « Tosi Tosi » avait visiblement été bien accueilli par le public avec des titres comme « Elenge », « Simba ngai », etc. Qu'en est-il de votre deuxième album « Horizon » ?

EE : La musique chrétienne congolaise n'a pas de producteurs, mais comme nous avons le souci d'évangéliser à travers la chanson, nous persévérons à chanter quand même, pour

le salut des âmes. Après la sortie de « Tosi-Tosi », mon premier album, j'ai réalisé plusieurs concerts à Kinshasa et dans les provinces. Et c'est en 2014, sept ans plus tard, que j'ai lancé mon deuxième album intitulé « Horizon ». L'opus est sorti seulement en Europe. C'est un album de deux volumes contenant dix-neuf chansons. Et le distributeur compte lancer une deuxième sortie africaine au plus tard en juin 2015.

LDB : Vous n'avez pratiquement pas fait de featuring dans « Tosi-Tosi ». Dans « Horizon », il y a les interventions d'autres musiciens... Pourquoi ?

EE : « Tosi-Tosi » n'a pas connu de featuring parce que je comptais sortir une œuvre de ma propre couleur, avec le souci d'élargir le champ de l'évangélisation. Toutefois dans « Tosi-tosi », j'ai travaillé avec le frère Patrice Mubiayi. Dans « Horizon », j'ai invité les autres collègues parce que je crois en leur capacité. Il y a donc eu le pasteur Lifoko du Ciel, les frères Mike kalambay, Jacques Tshimkinda, Fiston Mbuyi, etc.

LDB : Quelle différence y a-t-il au niveau de la thématique entre les deux albums ?

EE : Le premier album « To-

si-Tos » était basé sur l'Amour de Dieu envers nous. Le deuxième parle de la vie éternelle, car Jésus a dit : « À quoi servirait-il à un homme de gagner toute la terre s'il perdait son âme? ». Il dit encore : « Chercher d'abord le royaume des cieux et les autres viendront automatiquement ». Donc, j'ai compris que je peux chercher l'argent, mais la chose la plus importante c'est la vie éternelle. Voilà pourquoi j'ai donné le nom « Horizon » à ce deuxième opus ; il s'agit d'une ville dont la distance ne permet pas aux yeux de voir. Cette ville, c'est le ciel, c'est la vie éternelle. C'est le message contenu dans la quatrième chanson de l'album intitulé « Poussière », et aussi dans le neuvième titre, « La paix ». Ceux qui écouteront ces deux chansons pourront comprendre ce message central de la vie éternelle du deuxième album.

LDB : Vos relations avec les autres musiciens et chanteurs chrétiens en RDC ? Et un mot sur le fait que certains d'entre eux se muent en pasteurs et dirigeants d'Églises...

EE : J'ai de très bonnes relations



Enoch Ebadu en plein concert

avec tous les autres musiciens chrétiens, et je crois qu'ils sont très importants dans l'évangélisation. Que des musiciens chrétiens deviennent des pasteurs, je pense que c'est normal. Une chanson est une dissertation, comme une prédication. De la même manière un chanteur écrit la chanson, le prédicateur le fait aussi. Mais seulement ici, il y a l'appel de Dieu qui survient. On ne devient pas pasteur parce qu'on est intelligent, mais plutôt parce qu'on est appelé.

LDB : Vous croyez au Message du temps de la fin apporté par le

prophète William Branham. Pensez-vous que les doctrines strictes et rigoureuses contenues dans ce Message sont véhiculées dans les chansons des musiciens chrétiens du Message ?

EE : Pour être sincère, les doctrines du Message ne sont vraiment pas véhiculées dans les chansons. Mais je sais une chose, et frère Branham dit : « Ce ne sont pas les doctrines qui vont nous amener au ciel, mais plutôt l'Amour divin ». Car la Bible dit : « Tu peux avoir tous les dons du monde, mais si tu n'a pas l'Amour, tu es comme une cymbale qui retentit ». Et la bible dit encore : « Celui qui n'a pas l'Amour n'entrera pas au Ciel ».

LDB : Comment se présente votre programme d'activités ? Des concerts ?

EE : Pour l'instant, je suis dans l'est du pays pour des prestations. J'ai quatre grands concerts prévus avant le mois de juillet 2015. Le 10 mai, je vais me produire à Kigali au Rwanda, le 25 mai, je vais jouer à Nairobi au Kenya. Et le 31 mai, je vais regagner le pays pour jouer à Goma au Nord-Kivu, avant de finir le 30 juin avec un grand concert à Bukavu au Sud-Kivu.

M.E.



## VIE DES PARTIS

## Le RDPS tiendra son congrès extraordinaire du 22 au 23 mai

La date de la tenue de ce congrès a été annoncée par le Bureau politique du Rassemblement pour la démocratie et le progrès social (RDPS).

L'annonce a été faite par le sénateur Julien Makoundi-Tchibinda, rapporteur national du RDPS, lors d'une réunion tenue il y a quelques jours au forum Mbongui, dans le premier arrondissement de Pointe-Noire. Pour ce faire, une commission préparatoire a été mise en place. Au cours de ce congrès, les membres du RDPS vont se pencher sur les questions concernant d'abord la vie de leur parti. Il s'agit par exemple des textes fondamentaux dont il faut vérifier l'adéquation avec la vision du parti sans oublier l'élection des nouvelles instances dirigeantes qui vont conduire les destinées du parti. Traversé par plusieurs courants, le RDPS saisira ce rendez-vous comme une opportunité pour recréer l'harmonie entre les cadres et militants du RDPS. Il n'est pas exclu que d'autres sujets pourraient être traités lors de ce congrès comme l'exige l'actualité de l'heure dominée par le débat sur le changement ou non de



Julien Makoundi-Tchibinda / photo «DR»

la constitution du 20 janvier 2002. À ce sujet, il faut rappeler que la fédération de Pointe-Noire s'est déjà prononcée le 11 janvier dernier et avait dit «Non». La possibilité sera offerte aux onze autres fédérations départementales de donner leur avis sur ce débat qui met en ébullition les acteurs et les partis politiques du pays. Avant ce congrès extraordinaire, des congrès fédéraux vont se dérouler du 9 au 19 mai dans les douze départements du pays.

Hugues Prosper Mabonzo

## ALIMENTATION ET SANTÉ

## Les conservateurs, des additifs alimentaires à effet évident

Les conservateurs sont des substances qui prolongent la durée de conservation des denrées alimentaires en les protégeant des altérations dues aux microorganismes.

Ils représentent en fait la catégorie d'additifs dont l'intérêt est le plus évident. Leur utilisation est largement liée à la nature du produit alimentaire et de ses risques particuliers de dégradation.

Les conservateurs sont une nécessité indispensable à une bonne hygiène alimentaire, tant sur le plan microbiologique qu'organoleptique. On peut dire d'eux qu'ils sont un autre mode de conservation que les autres déjà connus comme le séchage, le salage, la stérilisation, l'irradiation, la congélation, le confisage ou encore la lyophilisation. Cependant, en tant qu'additifs alimentaires, ils ne peuvent être choisis que parmi les produits autorisés à cet effet par la législation. On dit qu'ils sont dans la « liste positive » ; ils portent la lettre E (Europe) suivie d'un nombre de 3 ou 4 chiffres (à partir de 200 pour les conservateurs).

Quelle est leur nature chimique ?

Les conservateurs sont en général classés en conservateurs minéraux et en conservateurs organiques. Parmi les conservateurs minéraux il y a les chlorures et les phosphates, les nitrates et les nitrites, l'anhydride sulfureux et les sulfites, et l'anhydride carbonique.

Parmi les conservateurs organiques, on peut citer l'acide sorbique et ses sels (sorbates de sodium, de calcium et de potassium), l'acide benzoïque et ses sels (benzoates de sodium, de calcium et de potassium), les acides gras et leurs sels (acide formique et formiates, acide acétique et acétates, acide propionique et propionates). Il y a dans ce groupe également de substances de conservation mais qui ont d'autres fonctions comme l'acide ascorbique et ses sels, l'acide citrique et ses sels. Il convient aussi d'y inclure les conservateurs phénoliques, les dérivés du benzène et les antibiotiques comme la nisine et la natamycine, et encore d'autres additifs conservateurs.

Quel est leur domaine d'application ?

Les utilisations des conservateurs sont nombreuses : ils servent à conserver les boissons (sodas, bière sans alcool en fût, hydromel...), les pâtes à tartiner allégées, les fromages, les confiseries gélifiées, les margarines, etc. Les chlorures et les phosphates, utilisés depuis très longtemps dans les produits de charcuterie, jouent également le rôle d'agents de texture.

Les nitrates et les nitrites sont beaucoup plus utilisés dans les produits de charcuterie et de salaison non cuits, les produits de viande en conserve, le foie gras ou le bacon traité en salaison, les fromages...

L'anhydride carbonique ou CO<sub>2</sub> est utilisé dans la conservation de la viande réfrigérée, des œufs, du lait, des poissons et produits de la mer et également dans les boissons gazeuses. Les acides ascorbique, citrique ou lactique, en dehors de leur action conservatrice, jouent également le rôle d'antioxydants. Les acides gras et leurs sels trouvent leurs applications dans la conservation du pain, de la bière, des fruits et légumes en conserve, des jus de fruits et des confitures.

L'acide sorbique et surtout son sel de potassium sont utilisés fréquemment dans la conservation des yaourts, des laits fermentés, de la mayonnaise, du pain tranché, des fruits confits, etc. Comme tout additif, l'utilisation des doses élevées conduit à des produits cancérigènes comme les nitrosamines présentes dans les boissons et certaines denrées alimentaires.

Par Ange Koukou

Président de l'Association pour la promotion des industries agroalimentaires au Congo (APIAC)

## La Croix-Rouge congolaise entretient les élèves à Voungou

Prélude à la célébration de la journée internationale de la Croix-Rouge prévue le 8 mai prochain, une causerie-débat a été organisée le 5 mai à l'école privée Robert-Stéphane Tchichelle à Voungou dans le 3<sup>e</sup> arrondissement Tié-Tié de Pointe-Noire. La causerie a regroupé les cadres, secouristes et volontaires de la Croix rouge, les élèves et leurs encadreurs sur la connaissance de ce mouvement humanitaire.

Jean-Paul Ngoubili, président de la Croix-Rouge Tié-Tié a animé la causerie débat en exposant sur la connaissance de l'organisation internationale humanitaire créée en 1863 par Henri Dunant. Les actions de la Croix-Rouge congolaise ont également été expliquées aux enfants après le mot introductif du directeur de l'école. La Croix-Rouge congolaise célèbre en cette année 2015, les 51 ans de son existence. Une organisation humanitaire présente dans les 12 départements du pays et dont l'action des ses volontaires et secouristes, visible à travers les brancardiers dans plusieurs établissements sanitaires de la place tels l'hôpital de base de Tié - Tié, l'hôpital général de Loandjili sans oublier le Centre interdépartemental de transfusion sanguine



Une vue de la salle lors de la causerie-débat à Voungou «Adiac»

est appréciée par la population. Ils sont aussi présents dans les actions de prévention des épidémies, les catastrophes, les campagnes de vaccination où ils prônent toujours les principes fondamentaux du mouvement à savoir l'impartialité, la neutralité, l'indépendance, l'unité, le volontarisme et l'humanisme. « Auxiliaire des pouvoirs publics, la Croix rouge est d'un grand apport à l'assistance aux personnes vulnérables, au rétablissement du lien familial, aux opérations de rapatriement, à la désinfection, aux campagnes d'information, d'éducation et de communication (IEC), à la diffusion internationale du droit humanitaire. Elle apporte aussi son soutien aux détenus. Son action a été également saluée dans le projet enfants non accompagnés mais aussi dans le projet

réfugiés cabindais et celui des réfugiés urbains » a-t-il renchéri.

En parlant de la fédération internationale de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge (FISCR), il a dit que c'est une organisation humanitaire souvent connue sous le nom de Croix-Rouge ou

Croissant-Rouge. Elle fut fondée à Paris, le 5 mai 1919, au lendemain de la Première Guerre mondiale, afin de promouvoir la coopération entre les différentes organisations humanitaires. Avec ses 185 sociétés membres dans le monde, c'est la plus importante organisation humanitaire. Elle s'occupe de la promotion des valeurs humanitaires, de l'organisation des secours en cas de catastrophes, de la préparation aux catastrophes, de l'aide médicale communautaire et du développement des capacités locales.

La séance de questions-réponses a suivi l'exposé de Jean-Paul Ngoubili. Un exercice participatif qui a témoigné l'intérêt des élèves et de leurs encadreurs au mouvement humanitaire.

Hervé Brice Mampouya

## PRÉPARATIFS DES JEUX AFRICAINS DE BRAZZAVILLE 2015

## 27 présélectionnés au karaté à Pointe-Noire

En attendant le regroupement national de tous les présélectionnés des départements, le groupe de Pointe-Noire poursuit sa préparation à l'esplanade du Complexe sportif de ladite ville sous l'assistance technique du deuxième entraîneur national, Richard Koumou Awandza

Démarrés depuis trois mois, les préparatifs des karatékas présélectionnés à Pointe-Noire se pour-

suivent en dépit des difficultés financières. Au total 27 karatékas dont trois femmes et vingt-quatre hommes sont en chantier.

Cependant, l'entraîneur a souligné quelques difficultés qui ne lui permettent pas d'avoir chaque fois l'effectif voulu. « Nous travaillons avec les moyens de bord, pas de transport pour les athlètes. Cette difficulté financière fait que nous ayons des absences pen-

dant toutes les séances d'entraînement. Les présélectionnés qui sont dans les quartiers reculés ont des difficultés pour venir tous les jours. Aujourd'hui nous nous sommes retrouvés avec 12 karatékas sur les 27, c'est difficile », s'est inquiété l'entraîneur.

Soulignons que les entraînements ont lieu tous les lundis, mercredi, vendredi et dimanche au complexe sportif de Pointe-Noire.

C.L.L.

## JOURNÉE MONDIALE DU COLORIAGE

## De nombreux enfants s'intéressent aux couleurs sans la connaître.

Cette journée du coloriage célébrée le 6 mai de chaque année a pour but, disent les psychiatres et psychologues, de favoriser la créativité de l'enfant à partir des dessins ayant de nombreuses couleurs. Peu d'enfants congolais la connaissent et avec eux ceux vivant à Pointe-Noire.

C'est au niveau des écoles et d'autres lieux éducatifs des enfants qu'en réalité devrait se passer le 6 mai de chaque année des concours, des tests et d'autres compétitions destinés aux enfants des niveaux scolaires différents. À l'aide de leurs crayons multicolores, ils allaient dessiner soit « la terre avec ses continents », soit « une ville propre », soit « l'univers avec ses planètes imaginaires » et soit « un marché propre ». Ce spectacle n'est malheureusement vécu que lors des fêtes de Noël où certains Orphelins et certaines écoles maternelles essaient de mettre en valeur la vertu des couleurs chez les enfants. La beauté des couleurs n'intéresse pas exclusivement des enfants, elle

est dans l'imaginaire et dans l'ingéniosité des peintres et dessinateurs adultes, mais cette journée ne leur dit absolument rien, alors que celle-ci serait une occasion tout indiquée, à l'instar, des expositions-ventes, salons et festivals de montrer à l'opinion nationale et internationale la force des couleurs par le crayon en rapport avec l'environnement dans lequel ils vivent. Cette année par exemple, le thème choisi est : « Rêves en couleurs ». En 2013, le thème faisait allusion au coloriage de la protection de l'environnement. Lors des célébrations de la journée mondiale de coloriage les années d'avant 2012, des thèmes aussi différents que variés ont été illustrés, tels que la gastronomie (2012), les arbres et les animaux de la forêt (2011), la fratrie et l'astronomie pour les années plus antérieures.

Plusieurs enfants dont l'âge varie entre 5 et 14 ans se disent volontiers de colorier des manifestations à travers des concours de dessin que le ministère en charge des questions de

la jeunesse organiseraient : « A l'école, on nous apprend à dessiner beaucoup de choses. Nous dessinons des personnes, des animaux, des maisons, des fruits. Et le maître choisit toujours le meilleur dessin. Les couleurs, on les utilise par rapport à la nature des choses. Il y a le bleu, c'est pour l'eau et pour le ciel, il y a le vert, c'est pour la forêt, il y a le jaune pour des fruits mûrs exemples, un ananas, une orange, une banane. Nous serons contents de participer à un festival de dessins en couleur s'il pourrait être organisé », ont lancé ces enfants. Les parents et l'Etat sont appelés à parrainer des activités de dessins en couleur chez les enfants, car cela participerait au façonnement de leur personnalité intellectuelle. Ces activités du dessin peuvent se passer dans un centre aéré, en classe, ou encore en famille avec l'unique principe de mettre en valeur les talents et les imaginations des enfants à travers les couleurs.

Faustin Akono



## THÉÂTRE

## Une levée de fonds pour construire une école à Brazzaville

La pièce de théâtre **Les forgeries de Scapin de Molière** sera mise sur les planches du Cfrad par la compagnie Nsala le 08 Mai, grâce à une mise en scène de Harvey Massamba, montée lors du festival Mantsina 2014.

Les fonds qui seront levés lors de cette soirée serviront à finaliser l'achat du terrain déjà amorcé à près de 66% sur fonds propre de la compagnie et pour l'aménager en vue du Labo Kaba de juillet prochain.

Le projet de créer une école de théâtre à Brazzaville a jailli de la tête de Harvey Massamba en juillet 2013, au festival d'Avignon, alors qu'il joue avec Dieudonné Niangouna, artiste associé de l'édition 2013. « Cette idée est l'aboutissement d'une longue réflexion autour de la question de la formation et de la place du théâtre dans la société congolaise, mais aussi de la transmission des Valeurs car le théâtre est un véhicule important de savoirs, de connaissances et d'émotions », explique Harvey Massamba qui précise que « développer le théâtre représente un des moyens de construire une conscience nationale préalable à l'émergence socioéconomique de notre pays ».

Harvey Massamba est parti du simple constat sur la vie artistique et théâtrale au Congo ; forte d'une jeunesse dynamique et créative, manquant pourtant de moyens pour s'épanouir à la hauteur de ses compétences. C'est pour cette raison que la compagnie Nsala dont il est le metteur en scène s'est lancée dans le projet de création de la première école de théâtre à Brazzaville.

## Naissance du projet labo kaba

En 2014, la compagnie Nsala amorce l'achat d'un double terrain à Nganga Lingolo dans le 8ème arrondissement de Brazzaville. La même année, au cours de sa création Cantate de guerre, la compagnie reçoit une étudiante de l'Ecole Nationale Supérieure des Arts et Techniques de Théâtre (Ensatt) de Lyon pour un stage en scénographie. En découvrant ce terrain et le projet qui lui est destiné, l'étudiante décide d'apporter sa pierre à l'édifice. De retour à l'Ensatt, elle rassemble autour d'elle d'autres étudiants et forment le Collectif Kimpa Kaba. « Leur engagement a également convaincu la direction de l'Ensatt, qui a décidé de nous suivre dans notre projet. Ce lien entre la compagnie Nsala, le collectif Kimpa Kaba et l'Ensatt est gage d'échange et de partage », rassure Harvey Massamba.

Celui-ci se rendra en effet à l'Ensatt pour une immersion de trois mois au cours de l'année de formation 2015-2016, pour mieux appréhender l'organisation administrative et pédagogique d'une école supérieure de théâtre, et de concrétiser le partenariat entre l'Ensatt et la future école supérieure de théâtre de Brazzaville.

En juillet prochain, les étudiants de l'Ensatt regroupés au sein du collectif Kimpa Kaba séjourneront pendant un mois à Brazzaville. Il s'agira de réfléchir et de travailler pour la création, avec les jeunes artistes de Brazzaville, d'un théâtre éphémère à Nganga-Lingolo (banlieue sud de Brazzaville). C'est le « Labo Kaba 2015 », premier pas vers le grand projet de l'école supérieure de théâtre de Brazzaville.

Le Labo Kaba sera un espace de création collective et collaborative regroupant les jeunes générations autour d'un chantier commun : un théâtre éphémère, une structure scénique démontable, légère et amovible, destinée à être installée sur le terrain de Nganga-Lingolo. Ce projet mettra en relation des jeunes français et congolais autour d'une préoccupation commune : le rôle de la culture et de l'art dans la vie sociale et l'épanouissement humain.

Hermione Désirée Ngoma

## CONCOURS MATHABRAZZA 2015

## Quatre établissements scolaires déclarés meilleurs en mathématiques

Débutée le 23 mars dernier, la huitième édition du concours rallye Mathabrazza s'est clôturée le 5 mai à Brazzaville, par la proclamation des résultats et la remise des prix et lots de consolation aux différents concurrents.

Au total douze établissements scolaires dont neuf de Brazzaville, deux de Pointe-Noire et un de Kinshasa ont été mis en compétition. Au finish, quatre

composé d'une calculatrice graphique programmable, un cahier, des brochures 2014 et 2015, un surligneur, une boîte en métal avec instrument de géométrie et naturellement des diplômes de participation. Des enseignants ont aussi obtenu des calculatrices graphiques programmables.

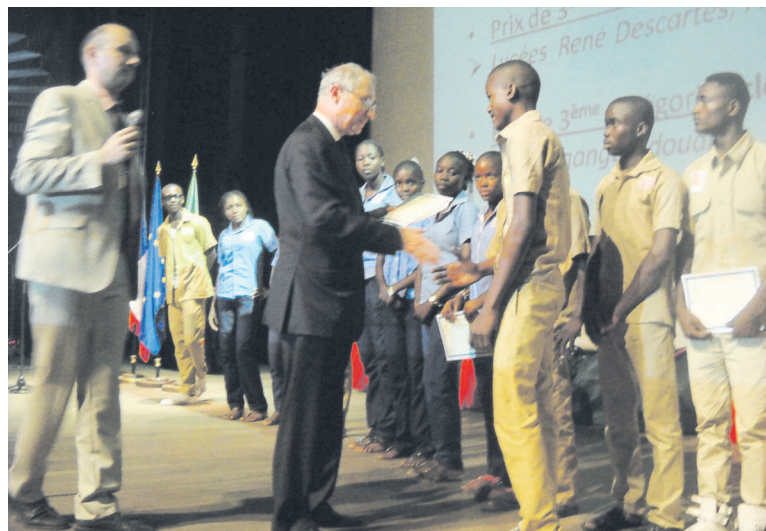
Ce concours a regroupé, cette année, dans les phases de présélection, neuf cents élèves de classes de seconde scientifique

département mathématique au lycée français Saint-Exupéry qui assure l'organisation de ces rencontres pense que ces élèves ont un niveau théorique plus avancé. Joël Blanchard, fondateur et responsable du rallye mathématique du centre est spécialement parti de l'académie d'Orléans-Tours en France. « L'épreuve que vous avez faite est identique à celle du rallye français dont le concours se déroule le même jour au Congo et en France », a-t-il lancé aux élèves.

Selon Ganzague Batteux, proviseur du lycée Saint Exupéry de Brazzaville, « Dans ce monde moderne, les mathématiques sont un outil indispensable aux sciences expérimentales et aux technologies. Ceux qui ne pourront s'adapter à l'évolution des technologies, du fait de leur incapacité dans les apprentissages mathématiques, risquent de se retrouver en marge des sociétés », a-t-il indiqué. « Mathabrazza nous donne un bel exemple, il nous montre bien désormais qu'il est possible et nécessaire de penser différemment l'évolution des contenus mathématiques enseignés », a-t-il conclu.

Présent à cette cérémonie, Jean Pierre Vidon, ambassadeur de France au Congo, a affirmé que Mathabrazza fait partie des rencontres clefs de l'année scolaire avec les autres compétitions que sont Dictabrazza ou Questions pour un champion. Pour rappel, le concours rallye mathématique du centre a été créé en 1985 en France. Ce concours se tient chaque année.

Rosalie Bindika



L'ambassadeur de France au Congo remettant des diplômes aux concurrents

seulement ont été déclarés meilleurs. Il s'agit de deux lycées de Pointe-Noire, Charlemagne et Victor Augagneur, ainsi que du lycée de la Réconciliation et Saint-Exupéry de Brazzaville

Les lycées Charlemagne et Saint-Exupéry ont été déclarés meilleurs lycées internationaux tandis que les lycées Victor Augagneur et Réconciliation sont proclamés meilleurs lycées nationaux. Chaque concurrent a reçu un lot de consolation

issus de 12 lycées, répartis en groupes de vingt élèves par établissement.

«Mathabrazza» poursuit des objectifs bien clairs : permettre aux élèves de résoudre des problèmes concrets en rapport avec la vie courante, leur apprendre à travailler en groupe, développer leur capacité à partager et à organiser le travail ; renforcer les liens entre les différents établissements et entre les élèves eux-mêmes.

Jannick Trunkenwald, chef du

## TOUR DE CADRAGE DE LA COUPE AFRICAINE DE LA CONFÉDÉRATION

## L'adversaire de l'AC Léopards de Dolisie s'appelle Warri Wolves du Nigeria

L'Athlétic club Léopards de Dolisie retrouvera sur le chemin menant à la qualification à la phase de poules de la Coupe africaine de la Confédération le club nigérian de Warri Wolves, a décidé le tirage au sort de la compétition effectué ce 5 mai par la Confédération africaine de football

Le match aller se disputera le 17 mai au stade Denis-Sassou-N'Guesso à Dolisie et le retour le week-end du 5 au 7 juin. Le vainqueur intégrera le groupe B dans lequel figureront les vainqueurs des matches, Zamalek d'Egypte-Sanga-Balendé de la République démocratique du Congo, Club sportif Sfaxien de Tunisie-Asec Mimosas de la Côte d'Ivoire et Orlando Pirates de l'Afrique du sud-AS Kaloum de la Guinée.

Léopards-Warri Wolves se rencontrent pour la pre-



AC Léopards a pour adversaire Warri Wolves (Photo Adiac)

mière confrontation entre les deux équipes. Mais, il sera le troisième club nigérian à en découdre avec les Fauves du Niari. En huitième de finale de la Coupe de la Confédération en 2012, Léopards avait éliminé Heart-

land FC (2-3 à l'aller puis 2-1 au retour). Une année plus tard il récidivait face aux Kano Pillars en seizièmes de finale de la Ligue des champions 2013 (1-4 à l'aller puis 3-0 au retour). Avec un bilan de deux qualifications, on

peut dire que les Léopards connaissent bien le football nigérian mais contre Warri Wolves, c'est une autre paire de manche. Warri Wolves qui a éliminé Mk Etanchiété de la RDC au tour suivant, n'a jamais remporté le champion nigérian ni la coupe nationale (finaliste en 2003). Il a participé à sa première campagne africaine en 2002 et a été éliminé dès le premier tour de la Coupe de la CAF par les Maliens de Djoliba. En 2010, il participe de nouveau à la Coupe de la Confédération. Cette fois-ci il a été éliminé à l'étape des huitièmes de finales par les Zimbabwéens de Caps United. Il retrouve la même compétition, deux ans plus tard. Il n'a pas du tout brillé en se faisant éliminer en seizièmes de finale

par Kallon football club Les résultats du tirage au sort du tour de cadrage Al Ahly d'Egypte-Club africain de Tunisie Espérance de Tunis (Tunisie)- Hearts of Oak du Ghana AC Léopards de Dolisie (Congo)- Warri Wolves du Nigeria Club sportif Sfaxien de Tunisie- Asec Mimosas (Côte d'Ivoire) AS Vita club de la RDC- Stade Malien (Mali) Orlando Pirates d'Afrique du sud- AS Kaloum de la Guinée Zamelek d'Egypte- Sanga Balendé de la RDC Etoile sportive de Sahel ( Tunisie)- Raja de Casablanca du Maroc

James Golden Eloué